

**Après la Chine, l'Inde  
et Oman :**  
**L'Indonésie rejoint la  
course au phosphate  
algérien**

P.03

**Le Général d'Armée Chanegriha  
reçu par le vice-Premier ministre et  
ministre d'Etat chargé des Affaires  
de la Défense du Qatar**



P.02

**Intempéries :**  
**Installation de cellules  
de suivi et de veille, tous  
les moyens humains et  
matériels mobilisés**

P.02



## Criminalité



**Aéroport d'Annaba :**  
**Policiers et douaniers  
condamnés pour une vaste  
affaire de contrebande**

P.04

## Algérie Poste :



**Baridi Mob permettra le  
transfert d'argent vers  
les banques**

P.05

## Tourisme :



**Classement touristique  
arabe :**  
**L'Algérie fait son entrée  
parmi les pays recensés**

P.03

**Annaba :**  
**Le président de  
l'APW préside une  
réunion consacrée au  
secteur de l'habitat**



P.06

Intempéries

Installation de cellules de suivi et de veille, tous les moyens humains et matériels mobilisés



Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, a affirmé, mardi dans un communiqué, la poursuite des opérations d'intervention sur le terrain, suite aux récentes intempéries, avec l'installation de cellules de suivi et de veille et la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour garantir la rapidité des interventions. "Suite aux récentes intempéries enregistrées à travers plusieurs régions du pays, accompagnées de fortes précipitations atteignant 120 mm dans certaines localités, ayant entraîné une montée des eaux dans plusieurs Oueds et cours d'eau, ainsi qu'au niveau de nombreux axes routiers, les autorités locales et les services compétents poursuivent leurs interventions sur le terrain", précise la même source. Les autorités compétentes "suivent la situation de près, à travers l'installation de cellules de suivi et de veille, et la mobilisation de tous les moyens humains et matériels, tout en mettant les différents services concernés en état d'alerte et de préparation permanente, afin de garantir la rapidité et l'efficacité des interventions, notamment en ce qui concerne l'ouverture des routes, la sécurisation des populations et le suivi des points noirs", ajoute le ministère. "Des plans d'organisation des secours ont également été activés, avec la prise d'un ensemble de mesures préventives et anticipatives pour préserver la sécurité des citoyens et protéger leurs biens". Dans ce cadre, le ministère a renouvelé son appel aux citoyens à "l'impératif de faire preuve du plus grand degré de vigilance et de prudence, d'éviter tout déplacement sauf en cas d'extrême nécessité, et de s'éloigner des cours d'eau et des zones basses", outre la nécessité de "signaler immédiatement toute situation dangereuse, en appelant les numéros des secours de la Protection civile (1021), de la Sûreté nationale (1548) et de la Gendarmerie nationale (1055)", note le communiqué.

Le Général d'Armée Chanegriha reçu par le vice-Premier ministre et ministre d'Etat chargé des Affaires de la Défense du Qatar

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, a été reçu, mardi à Doha, par le vice-Premier ministre et ministre d'Etat chargé des Affaires de la Défense de l'Etat du Qatar, Cheikh Saoud Ben Abderrahmane Al Thani, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Au troisième jour de sa visite officielle à l'Etat frère du Qatar, pour prendre part à la 9ème édition de l'Exposition et la Conférence Internationale de Doha sur la Défense Maritime +DIMDEX-2026+, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense Nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a poursuivi aujourd'hui 20 janvier 2026, sa visite des différents stands de l'exposition mondiale, laquelle enregistre cette année la participation d'un grand nombre d'exposants", précise la même source. A cette occasion, le Général d'Armée Saïd Chanegriha "s'est enquis de près des produits militaires les plus modernes dans le domaine de l'Industrie navale de défense", ajoute le communiqué, soulignant que "des explications détaillées et précises lui ont été fournies sur les matériels et équipements exposés ainsi que sur les dernières avancées réalisées par les entreprises industrielles dans le domaine des technologies maritimes". Au cours de cette visite, "le Général d'Armée et la délégation qui l'accompagne ont pris connaissance des dernières solutions dans les domaines des systèmes d'aéronefs sans pilote, des systèmes de commandement et de contrôle, de la cybersécurité, des armes et des véhicules blindés". Cette visite a également permis de tenir des discussions avec des responsables et représentants d'entreprises internationales, axées sur "l'échange d'expériences et l'examen des perspectives de partenariat, notamment dans les domaines de l'industrialisation, de la maintenance et du transfert de technologie, à même de rehausser le degré de disponibilité opérationnelle et de moderniser les équipements conformément aux standards internationaux", note la même source. Au siège du ministère de la Défense Qatari à Doha, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a été reçu par Son Excellence Cheikh Saoud Ben Abderrahmane Al Thani, vice-Premier ministre et ministre d'Etat chargé des Affaires de la Défense de l'Etat du Qatar, avec lequel il a tenu une rencontre en tête-à-tête. Par la suite, et depuis l'esplanade du siège du ministère de la Défense, le Général d'Armée Saïd Chanegriha a reçu des explications sur les principaux monuments de la capitale qatarie, Doha. Les deux parties ont salué "le haut niveau de la coopération militaire entre les deux pays frères, lequel reflète le haut degré d'entente et de confiance qui caractérise les relations entre l'Algérie et le Qatar à plus d'un titre", conclut le communiqué du MDN.

Cour d'Alger

Journée d'étude sur la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme

réunion du gouvernement

Examen de dossiers relatifs à plusieurs secteurs

La Cour d'Alger a organisé mercredi, une journée d'étude intitulée "Nouveauté en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme à la lumière de la loi 25-10". Lors de cette rencontre, les participants ont souligné la nécessité d'adopter "une approche anticipative", fondée sur l'évaluation continue des risques liés au blanchiment d'argent, ainsi que sur le renforcement de la coopération pour prévenir et lutter contre ce type de crime, afin de protéger l'économie nationale et la stabilité sociale. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le président de la Cour d'Alger, M. Mohamed Bouderbala, a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la "concrétisation de la politique générale de l'Etat, visant à renforcer l'Etat de droit, à promouvoir l'action judiciaire et à accompagner les évolutions législatives afin de faire face aux crimes financiers graves, notamment les crimes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme". Ces crimes constituent "une menace directe à l'économie nationale, à la crédibilité du système financier et à la stabilité sociale", ce qui a nécessité l'amendement de la loi 25-10, a-t-il affirmé, rappelant que la justice représente "la pierre angulaire dans l'application de la loi". Il a également précisé que la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est "une bataille d'Etat, qui requiert une vigilance collective et une coordination continue entre l'ensemble des acteurs concernés". De son côté, le Procureur général près la Cour d'Alger, M. Mohamed El Kamel Ben Boudiaf, a estimé que ces crimes étaient "l'une des formes les plus dangereuses de la criminalité contemporaine", se caractérisant par un "caractère organisé s'appuyant sur des moyens financiers et techniques très sophistiqués", sans parler de leur "dimension transnationale, ce qui impose de multiplier les efforts et d'adapter les méthodes de travail" pour faire face à ce phénomène. Dans le même contexte, il a précisé que cette loi comporte des dispositions "efficaces" permettant de tracer le parcours des fonds suspects, d'identifier le bénéficiaire effectif et de saisir les revenus des activités criminelles, ce qui "assure la dissuasion et protège l'ordre public économique", insistant sur la nécessité d'adopter "une approche proactive fondée sur l'évaluation continue des risques de blanchiment d'argent à travers la collecte, l'analyse et l'exploitation de l'information". Pour sa part, le juge d'instruction au Pôle pénal spécialisé dans la lutte contre la criminalité financière et économique, M. Abdelhamid Krarcha, a souligné l'importance de "suivre la traçabilité des flux de fonds suspects et de les confisquer", notamment dans un contexte de "développement technologique accéléré du commerce international et d'émergence des crypto-monnaies". Cette journée d'étude a été sanctionnée par une série de recommandations visant à "renforcer le contrôle dans tous les secteurs et assurer la formation continue des différents acteurs". Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du projet de décret exécutif portant les conditions d'exercice de l'activité de production audiovisuelle, de la prise en charge des jeunes et du plan national d'adaptation au changement climatique, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 21 janvier 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après : Le Gouvernement a poursuivi l'examen du projet de décret exécutif portant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de production audiovisuelle et de tournage des œuvres audiovisuelles. Ce décret s'inscrit dans le cadre du parachèvement de la promulgation des textes d'application de la loi relative à l'activité audiovisuelle. Ce texte permettra la mise en place d'un dispositif réglementaire intégré pour l'exercice de l'activité de production audiovisuelle et de tournage des œuvres audiovisuelles et facilitera l'intégration de solutions et outils numériques dans le processus de dépôt et de traitement des demandes y afférentes. Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication relative aux mécanismes et programmes proposés pour une prise en charge responsable et durable des jeunes assistés âgés de plus de 18 ans. Il s'agit d'une catégorie de personnes pour lesquelles les pouvoirs publics s'attendent à mettre en place un cadre de prise en charge particulier et les accompagner vers une autonomie et une insertion professionnelle et sociale durable et sans entraves. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur le plan national d'adaptation au changement climatique, qui constitue un outil stratégique visant à renforcer la résilience de l'Algérie face aux effets du changement climatique et aux défis environnementaux. Le plan identifie les impacts sur les ressources hydriques, l'agriculture, la santé et les écosystèmes, tout en prévoyant des outils opérationnels, tels que la cartographie de vulnérabilité et les plans communaux d'adaptation".

<div><div>Quotidien indépendant d'informations générales times</div></div> <div>Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba</div>	<div>Directeur general : Bicha salim</div> <div>Directeur de la publication : Nouredine Boukraa</div> <div>Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine</div> <div>Tél/Fax : 038 45 58 35</div> <div>Tél/Fax : 038 45 58 36</div> <div>Tél/Fax : 038 45 58 37</div> <div>Email: redactionseybouse@gmail.com</div>	<div>P.A.O SEYBOUSE Times</div> <div>Site web: www.seybousetimes.dz</div> <div>Email: redaction@seybousetimes.dz</div> <div>contact@seybousetimes.dz</div> <div>Facebook : SEYBOUSE TIMES</div> <div>Impression : SIE Constantine</div> <div>Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine</div>	<div>Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER</div> <div>TEL : 021 73 71 28</div> <div>021 73 76 78</div> <div>021 74 99 81</div> <div>FAX : 021 73 95 59</div> <div>Email : agence.regie@anep.com.dz</div> <div>Programmation.regie@anep.com.dz</div>	<div>Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.</div> <div>Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction</div>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

# Classement touristique arabe : L'Algérie fait son entrée parmi les pays recensés

Le tourisme mondial représente aujourd'hui l'un des secteurs économiques les plus dynamiques, générant chaque année des milliers de milliards de dollars et des millions d'emplois à travers le monde. Longtemps absente des grandes routes touristiques internationales, l'Algérie commence toutefois à apparaître, timidement mais sûrement, dans les classements régionaux liés aux revenus du tourisme. Malgré un potentiel touristique immense et largement sous-exploité, le pays figure désormais dans la liste des pays arabes qui tirent des revenus du tourisme, selon des données récentes relayées par la chaîne Al Jazeera. Une destination longtemps marginalisée, aujourd'hui redécouverte. Pendant de nombreuses années, l'Algérie est restée en marge des flux touristiques internationaux. Plusieurs facteurs ont contribué à cette situation, notamment une ouverture limitée, des procédures



de visa complexes et une promotion touristique insuffisante à l'étranger. Mais depuis quelque temps, la perception de l'Algérie évolue progressivement. Des voyageurs spécialisés, des médias internationaux et des créateurs de contenus s'intéressent de plus en plus à cette destination encore considérée comme « hors des sentiers battus », à l'heure où le tourisme de masse sature les destinations classiques. Le Sahara algérien, les villes historiques, le littoral méditerranéen, les sites romains

et la richesse culturelle du pays attirent désormais une nouvelle catégorie de voyageurs en quête d'authenticité et d'expériences uniques. Une ouverture progressive aux touristes étrangers Cette dynamique est en partie soutenue par la nouvelle approche des autorités algériennes vis-à-vis du tourisme étranger. L'introduction du visa à l'arrivée pour les touristes voyageant dans le cadre de circuits organisés, en collaboration avec des agences locales agréées, a facilité l'accès au pays.

Par ailleurs, l'hospitalité reconnue des Algériens constitue un atout majeur, souvent mis en avant par les visiteurs étrangers, qui saluent l'accueil, la sécurité et la richesse humaine du pays. Ces éléments contribuent à améliorer l'image de l'Algérie sur la scène touristique internationale. L'Algérie à la 12<sup>e</sup> place des pays arabes en matière de revenus touristiques Selon un graphique publié le 20 janvier, basé sur les dernières données disponibles pour l'année 2024, l'Algérie occupe la 12<sup>e</sup> place parmi les pays arabes qui génèrent des revenus issus des touristes étrangers. Les recettes touristiques de l'Algérie sont estimées à 0,13 milliard de dollars, un chiffre modeste comparé aux leaders régionaux, mais significatif pour un pays dont le secteur touristique reste encore en phase de développement. Le classement est largement dominé par : les Émirats arabes unis (57

milliards de dollars), •l'Arabie Saoudite (41 milliards), •l'Égypte (15,3 milliards), •suivis du Maroc (11,3 milliards) et du Qatar (8,4 milliards). D'autres pays comme l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Bahreïn, Oman et le Koweït figurent également devant l'Algérie dans ce classement. Un potentiel encore largement inexploité Si la position de l'Algérie reste modeste, le fait qu'elle figure dans ce classement marque une évolution notable. Les experts s'accordent à dire que le pays dispose de marges de progression considérables, à condition d'accélérer les investissements, d'améliorer les infrastructures, de renforcer la promotion internationale et de simplifier davantage l'accès au territoire. À terme, le tourisme pourrait devenir un véritable levier de diversification économique, complémentaire aux hydrocarbures, et un moteur de développement régional durable.

# Après la Chine, l'Inde et Oman : L'Indonésie rejoint la course au phosphate algérien



L'Algérie mise sur son phosphate pour devenir un acteur majeur sur le marché international des engrais. Le pays prévoit de produire plus de 10 millions de tonnes par an, couvrant l'ensemble des types d'engrais.

Cette dynamique attire de nombreux investisseurs étrangers. Après la Chine, l'Inde et Oman, l'Indonésie signe un protocole d'accord avec Somiphos, filiale du groupe Sonarem, pour explorer les possibilités d'approvisionnement et de partenariats industriels. Algérie — Indonésie : Un protocole d'accord centré sur l'approvisionnement et le développement industriel pour le phosphate Le protocole, d'une durée de 18 mois, se concentre d'abord sur l'étude de l'approvisionnement de Pupuk Indonesia en phosphate algérien. Le gisement de Bled El Hadba dispose d'une réserve

de 2 milliards de tonnes, dont 1 milliard de tonnes exploitables. La production devrait atteindre 10 millions de tonnes par an dès la mise en service des unités de traitement et de transformation. Le memorandum inclut également : •La réalisation d'études techniques et économiques pour évaluer les projets de partenariat. •L'échange d'informations et de données entre les deux parties. •L'exploration des opportunités de coopération dans les premières étapes de transformation du phosphate, afin de créer de la valeur ajoutée. Le phosphate brut de Bled El

Hadba trouve déjà des acheteurs sur le marché international. L'accord avec l'Indonésie ouvre la voie à de nouvelles coopérations industrielles sur le territoire national. L'essor des engrais phosphatés au service de l'agriculture et de l'économie Le développement de la filière des engrais est crucial pour l'Algérie. Il soutient le secteur agricole et contribue à la sécurité alimentaire. Le ministre d'État, Mohamed Arkab, a rappelé que ce partenariat s'inscrit dans la stratégie nationale de diversification économique et de renforcement des industries de transformation.

D'autres projets sont également en cours. Avec le groupe omanais Souhail Bahwan, Sonatrach prépare l'extension du complexe d'Arzew (Oran). Ce site produit actuellement 4000 tonnes d'ammoniac et 7000 tonnes d'urée granulaire par jour. L'extension devrait renforcer la capacité nationale et soutenir la demande locale, déjà couverte à 100 % par le "made in Algeria". Le phosphate algérien s'impose ainsi comme une ressource stratégique et recherchée. Les partenariats internationaux permettent d'explorer de nouvelles opportunités et de renforcer l'intégration industrielle.

# Cellules de crise, numéros d'urgence : L'État active le plan ORSEC face au déchaînement des eaux

Face aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur plusieurs régions du pays, le ministère de l'Intérieur a annoncé le déploiement d'un dispositif de crise d'envergure. Entre montée des eaux et axes routiers submergés, les autorités multiplient les efforts pour sécuriser les populations. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a réagi avec fermeté hier, mardi, via un communiqué officiel. Des cellules de veille et de suivi ont été installées en urgence pour coordonner les interventions sur le terrain, avec pour objectif prioritaire de garantir une réactivité totale face aux caprices du climat. Cette mobilisation intervient alors que les services météorologiques ont enregistré des précipitations records, atteignant localement les

120 mm, provoquant des crues subites d'oueds et paralysant la circulation sur plusieurs tronçons névralgiques. Sur le front des opérations, les autorités n'ont pas lésiné sur les moyens, mobilisant l'ensemble des ressources humaines et matérielles disponibles. Les services compétents s'attellent sans relâche à la réouverture des routes obstruées, à la sécurisation des zones d'habitation menacées et à une surveillance accrue des « points noirs » afin de prévenir tout incident majeur. Parallèlement, le déclenchement des plans d'organisation des secours (ORSEC) a permis d'instaurer des mesures préventives rigoureuses pour la protection des citoyens et de leurs biens. Face à la persistance des risques,

le ministère a renouvelé son appel à la vigilance citoyenne. Les autorités exhortent la population à limiter ses déplacements au strict nécessaire et à s'éloigner impérativement des cours d'eau ainsi que des zones basses. En cas de situation périlleuse, les numéros de secours restent opérationnels en permanence : •le 1021 pour la Protection civile, •le 1548 pour la Sûreté nationale •et le 1055 pour la Gendarmerie nationale. Intempéries en Algérie : Un drame à Chlef et des foyers sinistrés Le bilan humain, bien que lourd de sens, fait état d'un décès tragique. À Zeboudja, dans la wilaya de Chlef, une fillette de 13 ans a été emportée par les eaux en furie de l'oued Chagroun. Son corps

inanimé a été repêché par les unités de la Protection civile après une intervention délicate. À Relizane, la situation reste préoccupante : la crue de l'oued Safa a provoqué l'immersion d'une cinquantaine d'habitations dans le quartier S'Tal. Des scènes similaires ont été observées à Tipaza, notamment à Koléa, où une famille de quatre personnes a dû être évacuée en urgence après l'intrusion de l'oued Mazafran dans leur domicile. Alger et le Centre : Infrastructures et routes sous pression La capitale n'a pas été épargnée. À Baraki, un incendie s'est déclaré sur plus de trente compteurs électriques dans un marché suite à des infiltrations, tandis que des chutes d'arbres ont écrasé des



véhicules à Oued Koreiche et entravé la circulation à Kouba. À Blida, c'est le mur d'une polyclinique à Ouled Yaïch qui a cédé sous la pression des eaux, heureusement sans faire de blessés. À Tipasa, le wali Mohamed Amine Benchaoula a personnellement supervisé l'activation du plan d'organisation des secours (ORSEC). Sur le terrain, la synergie est totale entre les services de la Sonelgaz, de la SEAAL, les travaux publics et les forces de sécurité (Sûreté et Gendarmerie nationale) pour rétablir les services de base et pomper les eaux pluviales.

# sCAndAle À l'Aéroport d' AnnABA : Policiers et douaniers condamnés pour une vaste affaire de contrebande



**L**e juge du pôle pénal spécialisé de Constantine a condamné, en début de semaine, six personnes à cinq ans de prison ferme, parmi lesquelles figurent quatre accusés exerçant comme agents de police et des douanes à l'aéroport Rabah Bitat d'Annaba.

Selon le média « El-Khabar », Les mis en cause, des policiers et des douaniers ayant exercé auparavant à l'aéroport d'Annaba, ont été poursuivis pour de lourdes accusations liées au trafic d'une quantité importante d'argent, à l'abus de fonction, à la perception d'avantages indus, ainsi qu'au délit de blanchiment d'argent.

Les faits de cette affaire, dont l'instruction judiciaire a duré plus de huit mois, remontent à l'année dernière, lorsque le juge d'instruction de la première chambre près le tribunal d'El-Hadjar avait ordonné la mise en détention provisoire de sept personnes suspectées d'implication dans une affaire de contrebande de quantités importantes d'argent,

introduites par un passager en provenance de France via l'aéroport d'Annaba.

Les premières investigations, menées lors de l'interpellation du principal suspect à bord d'un véhicule de tourisme en compagnie d'un agent de police exerçant à l'aéroport d'Annaba, à un barrage de sécurité de la Gendarmerie nationale à l'entrée est de la commune d'El-Hadjar en direction de la commune de Chebaita Mokhtar, relevant de la wilaya d'El-Tarf, ont permis la découverte, lors de la fouille du véhicule, de quantités considérables d'argent et de bijoux de fantaisie dissimulées dans le coffre arrière.

Résultats des investigations et inculpations

Ces éléments ont conduit à l'arrestation immédiate du conducteur et de l'agent de police qui l'accompagnait, lesquels ont été transférés vers les services de la police judiciaire de la sûreté d'Annaba afin de poursuivre l'enquête et de déterminer l'origine de ces importantes quantités d'argent retrouvées dans le véhicule, ainsi

que la nature des liens entre l'agent de police suspecté et le propriétaire de la marchandise saisie.

Au cours des auditions, la police judiciaire est parvenue à élucider les circonstances de l'affaire et à identifier les parties impliquées, sur la base des aveux initiaux du propriétaire du véhicule. Ce dernier a déclaré que la marchandise saisie, dont le poids dépasse 80 kilogrammes d'argent, avait été introduite clandestinement depuis l'aéroport Rabah Bitat, en provenance de l'aéroport de Marseille (France). Tout ça s'est passé avec la complicité et l'aide d'agents des douanes et de policiers exerçant à l'aéroport, dont l'agent arrêté au barrage de sécurité.

Les différentes phases de l'enquête et les confrontations entre les protagonistes ont révélé l'implication de quatre agents relevant des services des douanes et de la police, parmi lesquels des officiers et des agents, en plus du contrebandier et du propriétaire de la marchandise. Tous ont abusé de leurs fonctions pour planifier,

préparer et exécuter l'opération de contrebande, permettant la sortie de la marchandise de l'aéroport sans qu'elle ne soit soumise aux contrôles habituels, alors même que le propriétaire des bagages contenant l'argent ne se trouvait pas à bord du vol en provenance de Marseille.

Conséquences et conclusion de l'affaire

Il a été établi qu'un accord préalable avait été conclu entre les agents des douanes, les policiers et le propriétaire de la marchandise pour la faire sortir sans inspection, tout en procédant formellement aux opérations de contrôle douanier et sécuritaire en l'absence de son propriétaire, avant de la remettre au conducteur du véhicule qui attendait à l'extérieur du hall de l'aéroport.

Les investigations électroniques et téléphoniques menées sur l'ensemble des suspects ont confirmé l'existence de relations étroites entre eux, attestées par le nombre important d'appels téléphoniques et de messages électroniques utilisés pour coordonner l'opération de

contrebande, ainsi que les modalités d'octroi d'avantages indus, d'abus de fonction et de participation au trafic.

Lors des interrogatoires judiciaires et de l'audit administratif et sécuritaire effectué au niveau de l'aéroport, il est apparu que le propriétaire de la marchandise saisie n'a fourni aucune preuve attestant de sa sortie par des voies légales. Par ailleurs, l'examen des enregistrements des caméras de surveillance a révélé que la marchandise avait été passée au scanner sans être inspectée ni déclarée.

L'analyse des téléphones portables a également permis de découvrir des échanges antérieurs entre le propriétaire de la marchandise et les accusés. Ce qui a renforcé les présomptions d'actes criminels. Enfin, les différentes étapes de l'enquête et les confrontations directes entre les mis en cause ont démontré que des instructions verbales avaient été données afin de ne pas inspecter les bagages contenant l'argent, classé parmi les métaux précieux.

## sCAndAle erIAd Corso: Des milliards dilapidés, des ex- responsables au ministère de l'Industrie condamnés

**L**a chambre pénale spécialisée dans les affaires de corruption financière et économique près le tribunal de Sidi M'hamed a rendu, ce mardi, un jugement condamnant d'anciens cadres du ministère de l'Industrie à trois ans de prison ferme, a-t-on appris du média « Ennahar Online ».

Ils sont impliqués dans une lourde affaire de corruption concernant le complexe ERIAD de Corso.

Il s'agit du chargé d'études et de synthèse au niveau du ministère de l'Industrie (M.A), ainsi que de l'ancien secrétaire général du même département. Les deux prévenus étaient poursuivis dans une affaire de corruption liée au projet de réhabilitation du complexe agroalimentaire ERIAD El-Djazaïr de Corso, lequel a causé des pertes se chiffrant en milliards de dinars pour le Trésor public.

Selon ce qui a été établi lors de la précédente audience, les poursuites judiciaires ont été engagées sur la base des déclarations de la témoin Djamilia Tamazirt, présentée comme directrice du groupe Agrodif, telles que consignées lors des différentes phases de l'instruction. Cette dernière a expliqué que, dans le cadre de la politique de privatisation et de partenariat adoptée par les autorités en 2013, et conformément à la résolution du Conseil des participations de l'État en date du 10 octobre 2013, et sur instruction des services gouvernementaux dirigés à l'époque par l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal, une décision avait été prise pour activer le contrat de partenariat entre le groupe public ERIAD El-Djazaïr et le groupe privé Amor Benamor.

Les dysfonctionnements du partenariat et leurs conséquences

Ce partenariat visait la réhabilitation du complexe agroalimentaire de Corso et la relance de son activité, celui-ci étant à

l'arrêt depuis le séisme de 2003. La témoin a précisé que ce contrat s'est concrétisé par la création d'une société par actions dénommée « Société Méditerranéenne des Céréales » (MMC), dans laquelle le groupe privé Amor Benamor détenait 60 % des parts, contre 40 % pour le groupe public ERIAD El-Djazaïr, représentant des apports en nature constitués par les bâtiments du complexe de Corso et ses annexes.

L'enquête a également révélé, à travers les déclarations de Djamilia Tamazirt, que le partenariat a connu de nombreux dysfonctionnements de gestion. Le groupe privé Amor Benamor n'a notamment pas réussi à obtenir un crédit d'investissement, en raison de l'absence de garanties personnelles suffisantes pour couvrir le prêt. Un élément déterminant ayant empêché la concrétisation effective du contrat de partenariat en mars 2016.

Procédure judiciaire et verdict

Par ailleurs, le gestionnaire du groupe privé Amor Benamor (B.A) a présenté une demande au conseil d'administration de la Société Méditerranéenne des Céréales (MMC), visant à augmenter les capacités de production du complexe ERIAD, notamment pour la semoule et la farine. Lors de leur comparution devant le tribunal, les accusés ont été poursuivis sur la base des dispositions de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, pour abus intentionnel de fonction en violation des lois et règlements, ainsi que pour le délit de dilapidation de deniers publics.

À noter que le procureur de la République avait requis à l'encontre des mis en cause des peines allant de cinq à huit ans de prison ferme, assorties de la confiscation de l'ensemble des biens saisis. Après délibération, le juge a prononcé le verdict susmentionné.

## Affaire de corruption à Boumerdès : Le président de l'APC arrêté en flagrant délit

**L**es services de la brigade de recherches de la Gendarmerie nationale de Boumerdès ont procédé à l'arrestation du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Chabet El Ameur, en compagnie d'un employé administratif, dans le cadre d'une affaire liée à une présomption de corruption.

Selon des sources bien informées, cette opération fait suite à une plainte déposée par un particulier. Après des investigations préliminaires, les éléments de la Gendarmerie ont mis en place un piège minutieusement préparé, ayant conduit à l'interpellation des deux suspects en flagrant délit, hier, dans un café.

Les deux mis en cause ont été immédiatement placés en garde à vue et transférés au siège de la brigade de recherches pour la poursuite de l'enquête. Les investigations se poursuivent afin d'élucider les circonstances exactes de l'affaire et de déterminer les responsabilités pénales de chaque partie impliquée.

Les suspects devraient être présentés devant la justice dès l'achèvement des procédures légales en cours.

La corruption en Algérie : un phénomène quantifié et toujours sous surveillance

La lutte contre la corruption demeure l'un des enjeux majeurs de la gouvernance publique en Algérie. Malgré les efforts institutionnels et une mobilisation soutenue des autorités judiciaires et administratives, les indicateurs disponibles montrent que ce fléau continue d'affecter divers secteurs, de l'administration locale aux services publics. Des affaires en augmentation ces dernières années

Selon les statistiques officielles communiquées par les instances judiciaires entre 2020 et 2024 :

- Plus de 7 500 affaires de corruption ont été enregistrées par les tribunaux à l'échelle nationale.
- Parmi ces affaires, environ 35 % impliquaient des responsables publics ou



des élus locaux.

- Les procédures engagées ont conduit à des condamnations avec peines d'emprisonnement dans près de 40 % des cas poursuivis.

Ces chiffres, s'ils traduisent une plus grande fermeté dans le traitement judiciaire, soulignent aussi l'ampleur du phénomène. Les secteurs les plus touchés restent ceux où la gestion de ressources financières et matérielles se fait à l'échelle locale : marchés publics, attribution de permis, urbanisme, approvisionnement des collectivités, etc.

Perception et réalité : des enquêtes internationales révélatrices

Selon l'Indice de Perception de la Corruption 2024 publié par une grande ONG internationale, l'Algérie se situe à un score de 34/100 (sur une échelle où 0 signifie un niveau très élevé de corruption perçue et 100 une perception minimale). Ce score place le pays au-dessous de la moyenne régionale, reflétant une perception persistante de corruption dans les secteurs public et semi-public.

Ce constat est confirmé par des enquêtes menées auprès des citoyens :

- Plus de 60 % des sondés estiment que la corruption reste un problème « sérieux » dans les administrations locales.
- Près de 45 % déclarent avoir été témoins ou victimes de pratiques de favoritisme ou de demandes indues, notamment dans l'accès à des services publics.

# Ramadan 2026 / Pénuries, hausse des prix : L'État renforce son dispositif à l'approche du mois sacré

À l'approche du mois de Ramadan, période traditionnellement marquée par une hausse significative de la consommation, les pouvoirs publics entendent renforcer leur vigilance afin de garantir la stabilité de l'approvisionnement du marché national. Dans un contexte où la disponibilité des produits de première nécessité constitue un enjeu majeur de confiance entre l'État et les citoyens, le gouvernement réaffirme son rôle de régulateur et de garant de l'équilibre économique. C'est dans cette optique que le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, une réunion de coordination consacrée à la préparation du marché national en prévision du mois sacré. Tenue par visioconférence, cette rencontre a réuni les walis des différentes wilayas du pays, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, ainsi que de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif.

**Une consommation en hausse : Un défi logistique et économique**

Chaque année, le mois de Ramadan s'accompagne d'une augmentation sensible de la demande sur plusieurs produits de large consommation. Les denrées alimentaires de base, telles que la semoule, l'huile, le sucre, les produits laitiers, ainsi que les viandes blanche et rouge, sont particulièrement concernées. Conscient de ces enjeux, le Premier ministre a insisté sur « la nécessité d'adopter une approche proactive », fondée sur l'anticipation des besoins, la prévention des pénuries, la stabilité des prix et la fluidité des circuits de distribution. L'objectif affiché est clair : éviter toute perturbation du marché, souvent exploitée par des pratiques spéculatives ou amplifiée par des dysfonctionnements logistiques. Afin d'assurer un suivi rigoureux et continu de la situation, des instructions fermes ont été données pour renforcer la coordination intersectorielle, aussi bien en amont que durant le mois de Ramadan. Parmi les principales mesures annoncées figure la mise en place de cellules locales de suivi et de coordination, placées sous l'autorité

directe des walis. Ces cellules auront pour mission de surveiller en temps réel les niveaux de stocks, l'état de la distribution et l'évolution des prix pratiqués, tout en facilitant l'intervention rapide des services concernés en cas de déséquilibre. Cette approche traduit la volonté des pouvoirs publics de rapprocher la décision de l'action, en confiant aux collectivités locales un rôle central dans la régulation du marché.

**Le rôle clé des walis et des acteurs locaux : Quelles sont les revendications du ministre ?**

Intervenant lors de cette réunion, le ministre de l'Intérieur a souligné le rôle pivot des walis dans la mise en œuvre concrète des orientations gouvernementales. Il a rappelé que la réussite de la préparation du Ramadan repose sur une mobilisation collective, impliquant non seulement les services de l'État, mais également les opérateurs économiques, les producteurs, les distributeurs et les associations de consommateurs. Cette mobilisation vise à garantir la disponibilité continue des produits,

à renforcer les mécanismes de contrôle et à préserver le pouvoir d'achat des citoyens, dans un contexte de forte sensibilité sociale. Au-delà des aspects purement techniques, la réunion illustre la responsabilité politique de l'exécutif dans la gestion des équilibres du marché durant une période cruciale. En anticipant la demande et en coordonnant l'action publique à tous les niveaux, le gouvernement envoie un signal fort de vigilance et de proximité à l'égard des préoccupations quotidiennes des citoyens. L'État réaffirme ainsi son rôle de garant de l'intérêt général, faisant du mois de Ramadan non seulement un temps de spiritualité, mais également un défi organisationnel et économique à maîtriser.

Les précédents Ramadan ont en effet mis en évidence plusieurs dysfonctionnements récurrents : tensions ponctuelles sur certains produits, fluctuations de prix injustifiées, insuffisances dans la distribution locale ou encore retards dans l'intervention des services de contrôle. Ces constats ont conduit

les autorités à adopter une approche plus structurée, territorialisée et anticipative.

**Lutte contre la spéculation responsabilité collective**

Un autre enjeu central demeure la lutte contre les pratiques spéculatives. Les périodes de forte demande favorisent parfois des comportements illégaux, tels que la rétention de marchandises, le surstockage ou la hausse injustifiée des prix. Ces dérives accentuent artificiellement les tensions sur le marché et alimentent un sentiment d'inflation chez les ménages.

Le recours accru aux walis et aux collectivités locales n'est pas anodin. Il marque un choix politique assumé de territorialisation de la décision, où l'autorité centrale fixe le cadre et les orientations, tandis que l'exécution est adaptée aux réalités locales. Cette démarche vise à renforcer l'efficacité de l'action publique et à garantir une réponse rapide et ciblée aux déséquilibres éventuels.

## Naftal lance la distribution de 68 000 pneus légers allemands à prix encadrés

Naftal s'apprête à déployer une vaste opération de distribution de pneus destinés aux véhicules légers et touristiques sur l'ensemble du territoire national. Après le lancement début janvier de la commercialisation des pneus poids lourds de la marque allemande Continental, l'entreprise a annoncé la réception prochaine d'une première livraison de 68 000 pneus légers dans les ports d'Oran et d'Annaba, prélude à leur acheminement vers 48 centres de distribution à travers le pays. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un contrat conclu avec le fabricant allemand portant sur

l'acquisition d'environ un million de pneus pour véhicules légers, en complément du partenariat existant pour l'importation de 1,5 million d'unités destinées aux poids lourds. Naftal affiche ainsi l'ambition de rétablir un marché national fortement perturbé par des pratiques spéculatives, tout en proposant des produits « de qualité premium », conformes aux normes internationales et garantissant un haut niveau de sécurité pour les conducteurs.

**Distribution et prix des pneus en Algérie : Une accessibilité améliorée grâce à l'application mobile**

« Naftal Khadamat » Pour faciliter l'accès aux pneus et limiter les files d'attente, Naftal mise sur son application mobile « Naftal Khadamat ». Celle-ci permettra aux citoyens et aux professionnels de vérifier la disponibilité des produits, consulter les prix et se diriger vers le point de vente le plus proche. L'entreprise souligne également que ses partenaires commerciaux devront appliquer les tarifs officiels, afin de prévenir toute forme de spéculation. Selon Naftal, cette opération devrait se traduire par une baisse significative des prix, estimée entre 35 % et 55 % par rapport aux tarifs



pratiqués sur le marché parallèle, où la pénurie avait fortement fait grimper les coûts.

**Poids lourds : Une gamme complète adaptée aux différents terrains**

Parallèlement, l'offre pour les poids lourds reste disponible et comprend :

- 1.Des pneus routiers pour les longs trajets et les livraisons régulières
- 2.Des pneus mixtes, adaptés à un usage combiné route/piste

3.Des pneus sable, conçus pour les environnements du sud du pays et les conditions extrêmes

La grille tarifaire officielle des pneus poids lourd affiche des modèles routiers à partir de 42 600 dinars, avec des références allant jusqu'à 92 000 dinars. Les pneus mixtes ou sable peuvent dépasser les 150 000 dinars, selon les spécifications techniques. En fournissant des pneus authentiques soumis à un contrôle technique rigoureux, Naftal rappelle son engagement en matière de sécurité routière, tout en répondant à la demande croissante d'un marché national qui se cherche un nouvel équilibre.

## Exportations : L'État lance un important message aux opérateurs économiques

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a lancé un appel à l'ensemble des opérateurs économiques activant dans le domaine de l'exportation, les invitant à compléter dans les plus brefs délais les procédures administratives liées à leurs dossiers. Cette démarche concerne les opérateurs ayant déposé leurs programmes prévisionnels pour les opérations de gestion et/ou d'équipement au titre du premier semestre de l'année en cours. À travers cet appel, le ministère souhaite accélérer le traitement des dossiers et éviter tout retard susceptible de freiner les activités d'exportation, dans un contexte marqué par la volonté des pouvoirs publics de renforcer les exportations hors hydrocarbures.



**Des dossiers déjà validés par les services compétents**

Selon les précisions fournies par le ministère, cette invitation s'adresse spécifiquement aux opérateurs dont les dossiers ont déjà fait l'objet d'un visa par les services compétents. Les opérateurs concernés doivent vérifier l'état d'avancement de leurs dossiers en consultant leurs comptes personnels sur la plateforme numérique dédiée. Les services du ministère ont

finalisé l'étude du dossier, ce qui explique l'apparition de la mention « traité » dans la rubrique relative à l'état du traitement. Cette étape constitue un signal important pour les opérateurs, leur permettant de passer aux phases suivantes du processus d'exportation.

**La domiciliation bancaire, une étape clé**

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a particulièrement insisté sur l'importance de la domiciliation bancaire. Les opérateurs sont ainsi invités à se rapprocher de la banque qu'ils ont choisie au préalable afin de finaliser cette procédure. La domiciliation bancaire est considérée comme une étape essentielle pour la poursuite des opérations d'exportation, car elle

permet d'assurer la conformité des transactions avec la réglementation en vigueur. Tout retard dans cette démarche peut entraîner un blocage du processus et compromettre les délais d'exportation.

**Une volonté de simplification et d'accompagnement**

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large visant à simplifier les procédures administratives et à offrir un accompagnement plus efficace aux opérateurs économiques. Le ministère affirme vouloir instaurer un climat de confiance avec les exportateurs, en mettant à leur disposition des outils numériques facilitant le suivi et le traitement des dossiers. À travers ces mesures, les autorités cherchent à encourager les opérateurs à s'engager davantage

dans l'exportation et à diversifier les marchés de destination des produits algériens.

**Soutenir les exportations nationales**

En appelant les opérateurs à régulariser rapidement leur situation administrative, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations réaffirme ainsi son engagement en faveur du développement des exportations nationales. L'objectif est de renforcer la présence du produit algérien sur les marchés internationaux et de contribuer à la dynamique de diversification de l'économie nationale. Cette démarche traduit la volonté des pouvoirs publics de faire de l'exportation un levier stratégique de croissance et de création de valeur pour l'économie algérienne.

ANNABA:  
**Le président de l’APW préside une réunion consacrée au secteur de l’habitat**

**Imen.B**  
Le président de l’Assemblée populaire de wilaya d’Annaba, Abdelaziz Challali, a présidé, hier, une réunion consacrée à l’examen de la situation du secteur de l’habitat dans la wilaya, en présence du directeur du logement ainsi que des membres du bureau permanent élargi de l’APW. Cette rencontre s’inscrit dans le cadre des préparatifs des travaux de la quatrième session ordinaire

de l’Assemblée populaire de wilaya (session de décembre 2025). Elle a permis de passer en revue l’état d’avancement des différents programmes de logement, d’évaluer les taux de réalisation, ainsi que d’identifier les contraintes rencontrées sur le terrain. À cette occasion, le président de l’APW a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur, d’accélérer le rythme de réalisation

des projets et de veiller au respect des délais, tout en accordant une attention particulière aux préoccupations des citoyens, notamment en matière de logement social et des autres formules de logement. La réunion a également mis l’accent sur l’importance d’améliorer la qualité des réalisations et d’assurer un suivi rigoureux des projets, afin de répondre aux attentes des habitants de la wilaya et d’atteindre les objectifs fixés par les pouvoirs publics.



ANNABA / CIRCONSCRIPTION “BENAOUDA BENMOSTEFA”  
**Le wali-délégué préside une réunion de suivi du secteur agricole**



**Imen.B**  
Dans le cadre du suivi des programmes de développement local et de la mise en œuvre des orientations des hautes autorités, le wali-délégué de la circonscription administrative Benaouda Benmostefa a présidé, hier, une réunion consacrée au secteur de l’agriculture. Cette rencontre a porté principalement sur le suivi du secteur agricole à l’échelle de la circonscription administrative, notamment en ce qui concerne l’état d’avancement des procédures administratives relatives aux bénéficiaires admis à la régularisation des terres agricoles, conformément au circulaire ministérielle datée

du 29 novembre 2022. À cette occasion, un exposé détaillé a été présenté sur les dossiers traités, les démarches accomplies, ainsi que les contraintes rencontrées, dans l’objectif d’accélérer le processus de régularisation et de permettre aux exploitants agricoles d’exercer leurs activités dans un cadre légal et organisé. La réunion a également été marquée par la mise en place de la commission subordonnée de la circonscription administrative de Drâa Errich, chargée de l’élaboration des contrats de concession relatifs aux exploitations agricoles individuelles et collectives relevant du territoire de la circonscription. Cette

commission aura pour mission de préparer et de finaliser les contrats d’octroi de concession, en coordination avec les services concernés, afin de garantir une meilleure gestion du foncier agricole et d’encourager l’investissement dans ce secteur stratégique. À travers cette démarche, les autorités locales réaffirment leur engagement à accompagner les agriculteurs, à simplifier les procédures administratives et à valoriser le foncier agricole, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité alimentaire et au développement durable du secteur agricole au niveau local.

ANNABA / NOUVELLE VILLE “BENAOUDA BENMOSTEFA”  
**Réunion de travail consacrée à l’élaboration de la carte territoriale des opportunités d’investissement local**

**Imen.B**  
Dans le cadre de la dynamisation de l’investissement local et de l’amélioration de l’attractivité économique des territoires, le wali- délégué de la circonscription administrative “Benaouda Benmostefa” a présidé, hier, une réunion de travail dédiée à l’élaboration de la carte territoriale des opportunités d’investissement au niveau des communes. Cette rencontre s’est tenue en présence des représentants des Chefs de daïras d’El Berrahal et de Chetaïbi, accompagnés des P/APC d’Oued El Aneb, El Berrahal, Treat et Chetaïbi, ainsi que du groupe de travail relevant du Centre National des Études et Analyses, chargé

de la réalisation de cette étude stratégique. À cette occasion, le Centre National des Études et Analyses relatives à la population et au développement a présenté un exposé détaillé portant sur l’étude d’élaboration de la carte territoriale des opportunités d’investissement des communes. Cette présentation a permis de mettre en lumière l’ensemble des données et résultats indicateurs collectés lesquels constituent un outil d’aide à la prise de décision permettant d’orienter les politiques locales et de proposer les facilitations nécessaires aux investisseurs locaux. L’étude met en évidence les atouts et potentialités d’investissement propres à chaque commune, dans divers secteurs économiques, en tenant compte des ressources naturelles, humaines,



infrastructurelles et foncières disponibles. Elle vise également à fournir une vision claire et actualisée des opportunités d’investissement à même de stimuler le développement économique local. L’objectif principal de cette carte territoriale consiste notamment à mettre à disposition de la plateforme numérique de l’investissement un outil permettant l’identification, la valorisation et l’évaluation de l’ensemble des opportunités



d’investissement et d’Identifier les capacités et potentialités des communes et déterminer les leviers à mobiliser au profit de l’investissement local , ainsi qu’assurer la promotion territoriale des atouts locaux et des opportunités d’investissement disponibles, mettre en évidence les domaines et conditions favorables à une expansion économique locale efficace et durable et mettre en place un mécanisme de coordination

entre les collectivités locales et les opérateurs économiques intéressés par l’investissement. À travers cette initiative, la circonscription administrative confirme sa volonté de créer un environnement attractif et incitatif à l’investissement, en s’appuyant sur une planification territoriale moderne et des outils numériques performants, contribuant ainsi au développement économique durable des communes concernées.

ANNABA / FORMATION PROFESSIONNELLE DE FÉVRIER 2026

Policiers et gendarmes prennent part à la caravane d'information et de sensibilisation

Imen.B

Dans le cadre de la stratégie nationale de communication, d'information et de sensibilisation, la police de la wilaya d'Annaba participe, aux côtés des services de la Gendarmerie nationale, à la caravane médiatique et de sensibilisation consacrée à la rentrée de la formation professionnelle du mois de février 2026. Le lancement officiel de cette caravane a été donné, directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Annaba, par M.Zbar Abdelkader marquant ainsi le début des activités de sensibilisation prévues dans



ce cadre. Cette caravane se poursuivra jusqu'au 05 février 2026, avec pour objectif d'informer et d'orienter les jeunes vers les différentes offres de formation professionnelle

disponibles. La première halte de la caravane, pour la journée de son lancement, s'est opérée devant le théâtre régional, sur la cours de la révolution, où des actions de proximité ont été menées au

profit des citoyens, à travers des séances d'information, des échanges directs et la distribution de supports explicatifs. La caravane de sensibilisation se poursuit pour sa deuxième journée et continuera à sillonner les communes de la wilaya. Elle a notamment fait halte au niveau de la commune d'El Bouni, permettant un contact direct avec les jeunes et les demandeurs de formation, afin de leur fournir des explications claires sur les spécialités proposées, les conditions d'inscription et les perspectives professionnelles. Cette action a enregistré une forte interaction du public, témoignant de l'intérêt accordé à la formation professionnelle

en tant que levier essentiel pour l'insertion socioprofessionnelle et le développement des compétences. La participation conjointe de la police et des services de la gendarmerie nationale reflète la coordination entre les différentes institutions, contribuant au rapprochement de l'administration du citoyen et à la diffusion d'une information fiable et accessible. La police de la wilaya d'Annaba réaffirme son engagement à accompagner la jeunesse, à soutenir les actions de sensibilisation et d'orientation professionnelle, et à contribuer activement aux initiatives d'intérêt général.

ANNABA / PRÉPARATIFS DE LA SAISON ESTIVALE 2026

Le DUAC en visite d'inspection au niveau des plages El Nasr et Aïn Achir

S.F

Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale 2026, le directeur de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction, accompagné du directeur du Tourisme, a effectué une sortie d'inspection consacrée aux travaux d'aménagement des plages El Nasr et Aïn Achir. Cette visite avait pour objectif d'évaluer l'état d'avancement des opérations engagées et de

s'assurer du respect des normes techniques et environnementales en vigueur, en vue de garantir des conditions d'accueil optimales aux estivants. Les responsables ont insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux, tout en veillant à la qualité des réalisations et à la conformité des équipements prévus. À cette occasion, des instructions ont été données aux entreprises chargées des travaux afin de lever les éventuelles

contraintes, de respecter les délais impartis et de mettre en œuvre les aménagements requis, notamment en matière de sécurité, d'hygiène et d'accessibilité. Cette démarche s'inscrit dans une vision globale visant à valoriser le littoral de la wilaya, à améliorer l'attractivité touristique et à offrir aux citoyens et visiteurs des espaces balnéaires répondant aux standards exigés, à l'approche de la saison estivale 2026.



ANNABA:

Réunion de coordination à l'occasion du lancement de la période des soldes hivernale et des ventes promotionnelles

Imen.B

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Ministère du Commerce Intérieur et de la Régulation du Marché National, la direction du commerce de la wilaya d'Annaba, à travers le service de contrôle des pratiques commerciales et de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles, a organisé, hier, une réunion de coordination et de concertation consacrée au lancement officiel de la période hivernale des ventes en soldes. Cette rencontre a été présidée par la Cheffe du Service de contrôle des pratiques commerciales, en présence des services de sécurité, d'un représentant de l'Union des commerçants, ainsi que de représentants des associations de



protection des consommateurs de la wilaya d'Annaba. Elle s'inscrit dans une démarche participative visant à assurer le bon déroulement des ventes promotionnelles dans un cadre légal, transparent et respectueux des droits du consommateur. La période hivernale des ventes en soldes a débuté officiellement

le 18 janvier 2026 et s'étendra jusqu'à la fin du mois sacré de Ramadhan et les jours de l'Aïd El-Fitr 2026. À cette occasion, les participants ont débattu des modalités d'organisation des soldes, des obligations légales des commerçants, notamment en matière d'affichage des prix avant et après réduction, de

clarté des informations fournies au consommateur, ainsi que du respect des taux de réduction déclarés. La réunion a également permis de mettre l'accent sur le renforcement des actions de contrôle sur le terrain, afin de lutter contre les pratiques commerciales frauduleuses, la publicité mensongère et toute

forme d'atteinte à la concurrence loyale. Les services compétents ont rappelé la nécessité pour les commerçants souhaitant participer aux ventes en soldes de se conformer à la réglementation en vigueur, en procédant aux déclarations préalables requises. À travers cette rencontre, la direction du commerce de la wilaya d'Annaba réaffirme son engagement à protéger le pouvoir d'achat du citoyen, à encadrer le marché et à instaurer un climat de confiance entre commerçants et consommateurs, conformément aux orientations des autorités publiques et aux objectifs de régulation du marché national.

AnnABA / Intempérles :

La protection civile appelle à la prudence sur les routes

S.F

Face aux perturbations météorologiques qui affectent actuellement la wilaya d’Annaba, la Protection civile a lancé un appel à la vigilance et au strict respect du code de la route, afin de prévenir les accidents de la circulation et de garantir la sécurité des usagers.

Dans un message de sensibilisation adressé aux

automobilistes et aux piétons, la Protection civile met en garde contre les dangers liés aux routes glissantes, à la réduction de la visibilité et aux changements brusques des conditions climatiques. Elle recommande notamment d’adapter la vitesse à l’état de la chaussée, d’éviter les manœuvres dangereuses et de maintenir une distance de sécurité suffisante.

Les services concernés rappellent que les

comportements imprudents, tels que l’excès de vitesse ou le non-respect des règles de circulation, demeurent parmi les principales causes des accidents, particulièrement en période d’intempéries. À ce titre, ils insistent sur l’importance d’une conduite responsable et anticipative.

La Protection civile souligne par ailleurs que ses équipes restent pleinement mobilisées sur le terrain, prêtes à intervenir en cas de



besoin, tout en appelant à la responsabilité collective pour réduire les risques et préserver des vies humaines.

AnnABA / proteCtIon Clvile :

Intensification des exercices de la brigade de sauvetage et de reconnaissance en milieux difficiles

Imen.B

Dans le cadre de la préparation permanente et du renforcement des capacités opérationnelles, la protection civile de la wilaya d’Annaba poursuit ses entraînements quotidiens dédiés à la brigade de sauvetage et de reconnaissance en milieux difficiles, une unité spécialisée appelée à intervenir dans des conditions particulièrement complexes. Ces séances d’entraînement visent à maintenir un haut

niveau de préparation physique, technique et mentale des agents, afin de garantir une intervention rapide, efficace et sécurisée lors des opérations de secours menées dans des zones accidentées, escarpées ou difficilement accessibles, telles que les reliefs montagneux, les falaises, les forêts denses ou encore les zones sinistrées. Les exercices réalisés englobent plusieurs scénarios simulant des situations d’urgence réelles, notamment le repérage et la reconnaissance des lieux, les techniques de progression

en terrains accidentés, l’utilisation des équipements spécifiques de sauvetage, ainsi que la prise en charge et l’évacuation des victimes dans des conditions exigeant une coordination rigoureuse et une grande précision. À travers ces exercices réguliers, la protection civile d’Annaba s’attache à perfectionner les compétences individuelles et collectives des équipes, tout en veillant au strict respect des règles de sécurité et des protocoles d’intervention. Cette démarche s’inscrit

dans une stratégie globale visant à renforcer la capacité de réaction face aux risques naturels et aux situations d’urgence, notamment dans les zones à reliefs difficiles. La Protection Civile réaffirme, par ces actions, son engagement constant à assurer la sécurité des citoyens, à préserver les vies humaines et à intervenir efficacement en toutes circonstances, conformément à sa mission de service public et à ses valeurs de professionnalisme et de dévouement.



AnnABA :

Le CEM “Ferhat Abbas” de Chetaïbi se classe deuxième dans la compétition régionale

S.F

Dans le cadre des compétitions scolaires régionales, le collège Ferhat Abbas de Chetaïbi s’est distingué en obtenant la deuxième place parmi l’ensemble des établissements participants, une performance qui témoigne de l’engagement

et du sérieux de ses élèves. Le corps enseignant a tenu à féliciter chaleureusement les élèves pour leurs efforts soutenus et leur persévérance, qui ont permis d’atteindre ce résultat remarquable. Cette réussite reflète non seulement la motivation des élèves, mais également la qualité de l’enseignement

dispensé au sein du collège, où l’encadrement pédagogique encourage l’excellence et le travail collaboratif. Les responsables éducatifs ont souligné que ce succès constitue un motivant tremplin pour les prochaines participations, tout en rappelant l’importance de la discipline, du travail régulier et de la créativité dans la réussite

scolaire et extra-scolaire. Cette distinction illustre l’investissement des élèves et des enseignants, et confirme la réputation du collège Ferhat Abbas de Chetaïbi comme un établissement capable de former des jeunes talentueux et engagés, prêts à relever les défis académiques et culturels de leur région.



La Cinémathèque d’Annaba souligne son engagement en faveur de l’inclusion

Sara Boueche

La Cinémathèque d’Annaba poursuit l’affirmation de sa vocation culturelle et sociétale en assurant une accessibilité étendue à l’ensemble des strates de la population. Conformément à cette orientation empreinte d’engagement et de solidarité, l’institution a dispensé un

accueil bienveillant aux enfants du Centre psycho-pédagogique d’Annaba, spécialisé dans l’accompagnement des enfants en situation de handicap mental. Bien plus qu’une simple visite, cet événement s’inscrit dans une démarche structurée visant à consolider les principes d’inclusion et d’intégration sociale. Pour le personnel de la Cinémathèque,



il s’agit de positionner l’art cinématographique comme un vecteur de partage, d’exploration et d’épanouissement personnel,

rendu accessible à tous, sans aucune forme de discrimination. Les manifestations de joie, la curiosité et l’enthousiasme perceptibles chez les participants ont conféré à cette journée une dimension intrinsèquement humaniste. Par cette initiative, la Cinémathèque d’Annaba met en évidence que la culture transcende la simple projection filmique pour se constituer

également en un levier puissant de rapprochement interpersonnel, d’écoute active et de reconnaissance mutuelle. En systématisant ce type d’actions, l’institution réaffirme son rôle civique et son ambition de contribuer à l’édification d’une société plus cohésive, où chaque individu, quelles que soient ses particularités, peut trouver une place significative au sein de l’espace culturel.

## Syrie

## Le gouvernement annonce un cessez-le-feu de quatre jours avec les forces kurdes

Après l'échec de précédents efforts de trêve, les forces kurdes ont aussi affirmé leur « engagement total » en faveur du cessez-le-feu. « Nous ne lancerons pas d'action militaire si nos forces ne sont pas soumises à des attaques », ont écrit les FDS dans un communiqué, selon le monde fr. Le ministère de la défense syrien a annoncé, mardi 20 janvier au soir, un cessez-le-feu de quatre jours avec les Kurdes dans le nord du pays, après l'annonce d'une entente sur le sort de leur bastion de Hassaké. Ce cessez-le-feu prendra effet « à partir de 20 heures » (18 heures, heure à Paris), précise le ministère dans un communiqué, après l'échec de précédents efforts de trêve. Les forces kurdes ont aussi affirmé leur « engagement total » en faveur du cessez-le-feu. « Nous ne lancerons pas d'action militaire si nos forces ne sont pas soumises à des attaques



», ont écrit dans un communiqué les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes). Dans le même temps, la présidence syrienne a annoncé une « entente » avec les Kurdes sur le sort de leur bastion de Hassaké (Nord-Est), en vertu de laquelle l'armée n'entrera pas dans les localités kurdes de la

région. Dans un communiqué, la présidence précise que les Kurdes ont « quatre jours, à partir de mardi soir », pour proposer un plan d'« intégration pacifique » de la province de Hassaké au sein de l'Etat syrien. L'annonce de la présidence syrienne est survenue alors que l'armée a pris le contrôle des provinces de Rakka

et Deir ez-Zor (Nord et Nord-Est) lundi, à la suite du retrait des FDS sous la pression militaire. L'armée a, par ailleurs, massé des troupes aux abords des localités kurdes de la province de Hassaké, où sont désormais repliés les combattants kurdes.

Le président syrien, Ahmed Al-Charaa, et le chef kurde Mazloum Abdi devaient finaliser lundi à Damas un accord sur l'intégration des institutions civiles et militaires kurdes à l'Etat syrien. Ce texte porte un coup aux espoirs d'autonomie de la minorité kurde, qui avait instauré une zone autonome dans le Nord et le Nord-Est au cours de la guerre civile (2011-2024).

« Etat syrien unifié »

L'émissaire américain pour la Syrie, Tom Barrack, a estimé de son côté que cette nouvelle trêve offrait « une voie vers une intégration complète [des Kurdes] dans un Etat syrien

unifié, avec des droits de citoyenneté, une protection culturelle et une participation politique, longtemps refusés sous le régime de Bachar Al-Assad ».

« Bien que des risques subsistent (cessez-le-feu fragiles, affrontements occasionnels, inquiétudes concernant les extrémistes ou la volonté de certains acteurs de remettre sur le tapis des griefs passés), les Etats-Unis font pression pour que les droits des Kurdes soient protégés et que la coopération contre l'Etat islamique soit renforcée », a-t-il ajouté sur son compte X. Selon M. Barrack, « les Etats-Unis ne souhaitent pas maintenir une présence militaire à long terme ; leur priorité est de vaincre les derniers bastions de l'EI, de soutenir la réconciliation et de promouvoir l'unité nationale sans cautionner le séparatisme ou le fédéralisme ».

## ZFE

## La suppression des zones à faibles émissions maintenue après un passage en commission mixte paritaire

La suppression de ces zones, qui excluent les véhicules anciens et polluants de certains secteurs, a été actée par des députés et sénateurs. Le projet de loi de simplification devra encore surmonter un dernier vote à l'issue incertaine dans chaque Chambre, selon le monde fr. Des députés et sénateurs ont annoncé avoir trouvé un accord mardi 20 janvier pour la suppression des zones à faibles émissions (ZFE) intégrée dans un projet de loi de simplification, qui devra encore surmonter un dernier vote à l'issue incertaine dans chaque Chambre. Le texte, en gestation depuis presque deux ans, ambitionnait initialement de simplifier la vie administrative des entreprises et faciliter l'implantation de projets industriels. En juin, à l'initiative du parti Les Républicains (LR) et du Rassemblement national

(RN), l'Assemblée nationale avait toutefois intégré une mesure supprimant les ZFE, qui excluent les véhicules anciens et polluants de certains secteurs, un marqueur du premier quinquennat Macron. Malgré un compromis proposé par le rapporteur macroniste Stéphane Travert, qui prévoyait des aménagements à la main de la quasi-totalité des collectivités, la suppression des ZFE a été maintenue mardi dans le texte de la commission mixte paritaire (CMP). L'accord a été voté en CMP par la coalition gouvernementale, la droite et le Rassemblement national (10 voix contre 4). Deux ultimes scrutins sont prévus le 27 janvier à l'Assemblée et le 29 janvier au Sénat. Les rapports de force serrés à la Chambre basse laissent néanmoins planer un sérieux doute, qui dépendra des votes du camp gouvernemental.

Le résultat en première lecture était serré (275 voix contre 252).

A69 et data centers

« On nous a fait beaucoup de chantage en nous disant que les conclusions de CMP ne seraient pas inscrites si les ZFE étaient supprimées », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) le sénateur Rémy Pointereau (LR), défendant un texte « attendu par les entreprises ».

« Le vote aura lieu », estime pour sa part M. Travert, expliquant que le groupe macroniste arrêtera sa position après avoir revu tout le texte, qui contient énormément de mesures, dépassant largement le cadre des ZFE. Le texte prévoit par exemple de faciliter l'implantation de centres de données (data centers), et de sécuriser le parcours juridique de projets d'infrastructure comme la controversée autoroute A69.

La gauche devrait largement voter



contre « un texte devenu fourre-tout », pour le député socialiste Gérard Leseul, qui juge la suppression des ZFE inconstitutionnelle car sans lien suffisant avec le projet initial. C'est un texte « trumpiste », « qui entend saboter le droit environnemental », critique Anne Stambach-Terreoir, députée La France insoumise (LFI), son groupe

n'étant favorable qu'à la suppression des ZFE.

A l'inverse, Marine Le Pen (RN) revendique une potentielle « victoire » sur ces ZFE, et le député de son groupe Pierre Meurin rejette les procès en inconstitutionnalité, arguant que leur suppression « a un lien direct avec la simplification de la vie économique ».

## Les Etats-Unis annoncent l'interception en mer des Caraïbes d'un septième pétrolier lié au Venezuela

Washington multiplie les saisies de navires vénézuéliens et revend déjà le brut confisqué, selon le monde fr. Les Etats-Unis ont annoncé, mardi 20 janvier, avoir saisi un pétrolier en mer des Caraïbes, la septième opération de ce type depuis que Donald Trump a décidé en décembre un blocus de navires sous sanctions en lien avec le Venezuela. Ce navire, le Sagitta, « agissait au

mépris de la quarantaine imposée aux navires sous sanctions par le président Trump », a expliqué sur X le commandement militaire américain pour le sud du continent américain (US Southern Command), précisant que l'opération s'était déroulée « sans incident ». « Le seul pétrole qui quittera le Venezuela, c'est le pétrole autorisé », a ajouté l'armée dans un message contenant une vidéo montrant un navire en pleine mer.

Parmi les sept pétroliers interceptés par les Etats-Unis figure un navire lié à la Russie et appréhendé dans l'Atlantique Nord après une poursuite de plusieurs semaines dans le cadre du blocus américain visant l'exportation du pétrole vénézuélien. Une première vente de pétrole à 500 millions de dollars La manne pétrolière du Venezuela – qui détient les plus importantes réserves prouvées de brut du monde – est au centre de l'intervention

des Etats-Unis dans ce pays, dont ils ont enlevé, dans la nuit du 2 au 3 janvier, arrêté et emprisonné le président, Nicolas Maduro. Moins de deux semaines après cette capture, les Etats-Unis ont procédé à une première vente de brut vénézuélien, une opération à 500 millions de dollars (426 millions d'euros). Mardi, la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, a annoncé investir 300 millions de dollars, obtenus par cette vente

de pétrole par les Etats-Unis, pour défendre sa monnaie, le bolivar, en perte de valeur constante. Des « fonds provenant de la vente de pétrole sont entrés. Sur les premiers 500 millions, 300 millions ont été encaissés (...) Ces premiers flux seront utilisés sur le marché des changes au Venezuela (...) pour stabiliser le marché, et pour protéger le revenu et le pouvoir d'achat de nos travailleurs », a-t-elle dit à la télévision.

# En Corée du Sud, l'ancien premier ministre Han Duck-soo condamné à vingt-trois ans de prison pour son implication dans l'instauration de la loi martiale

Cette peine est largement supérieure aux réquisitions du parquet, qui avait requis quinze ans de prison contre M. Han. L'accusé « a manqué jusqu'au bout à son devoir et à sa responsabilité en tant que premier ministre », a déclaré le juge dans son verdict. ,selon le monde fr

Un tribunal de Séoul a condamné mercredi à vingt-trois ans de prison l'ancien premier ministre sud-coréen Han Duck-soo, pour son implication dans la tentative ratée d'imposition de la loi martiale dans le pays en décembre 2024.

Cette peine est largement supérieure aux réquisitions du parquet, qui avait requis quinze ans de prison contre M. Han. L'accusé « a manqué jusqu'au bout à son devoir et à sa responsabilité en tant que premier ministre », a déclaré le juge Lee Jinguwan dans son verdict.

M. Han qui comparaisait libre, a reçu l'ordre de se présenter immédiatement en prison pour commencer à purger sa peine.

Han Duck-soo, 76 ans, était le

premier ministre du président conservateur Yoon Suk Yeol quand ce dernier avait sidéré les Sud-Coréens le soir du 3 décembre 2024, en annonçant par surprise l'instauration de la loi martiale et en envoyant l'armée au Parlement pour tenter de le museler.

M. Yoon avait fait marche arrière quelques heures plus tard, un nombre suffisant de députés ayant réussi à se faufiler dans l'hémicycle cerné par les soldats pour voter la suspension de son décret. Jugé séparément pour « insurrection », l'ex-chef de l'Etat a vu le parquet requérir la peine de mort contre lui. Le tribunal doit rendre son verdict le 19 février.

En condamnant mercredi M. Han pour sa complicité, le juge Lee a déclaré que le décret imposant la loi martiale avait pour objectif de « renverser l'ordre constitutionnel ».

« Insurrection venue d'en haut »

« L'accusé est considéré comme ayant joué un rôle important dans les actes insurrectionnels de M. Yoon et d'autres », a déclaré le magistrat, lors d'une audience retransmise en

direct à la télévision. Le juge Lee a souligné que si M. Han « avait fait part de ses inquiétudes à Yoon » au sujet de la loi martiale, il « ne s'y était pas explicitement opposé » et n'avait pas exhorté les autres membres du gouvernement à faire échec au coup de force du président.

« L'accusé (...) avait le devoir, en tant que premier ministre, de respecter la Constitution et les lois et de tout mettre en œuvre pour faire respecter et appliquer la Constitution », a poursuivi le magistrat. « Néanmoins, convaincu que l'insurrection du 3 décembre pouvait réussir, il a finalement tourné le dos à ces devoirs et responsabilités et a choisi d'y prendre part », a-t-il ajouté. Le juge a qualifié l'instauration de la loi martiale d'« insurrection venue d'en haut » et de « coup d'Etat de palais ».

Au cours de son procès, Han Duck-soo avait affirmé qu'il n'avait jamais soutenu ni facilité la mesure prise par M. Yoon. Ce dernier avait justifié la loi martiale, une mesure sans précédent en Corée du Sud depuis les dictatures militaires des années



1980, par le fait que le Parlement contrôlé par l'opposition bloquait le budget.

Dans son allocution télévisée du 3 décembre au soir, il avait affirmé agir pour protéger le pays des « forces communistes nord-coréennes » et « éliminer les éléments hostiles à l'Etat ».

Han Duck-soo avait été automatiquement désigné président par intérim après la suspension de M. Yoon par l'Assemblée nationale le 14 décembre. Il avait lui-même été suspendu le 27 décembre par les

députés, qui l'accusaient d'entraver les procédures lancées contre M. Yoon, puis rétabli dans ses fonctions par la Cour constitutionnelle en mars 2025.

Il avait ensuite démissionné en mai, dans le dessein de se présenter à l'élection présidentielle anticipée de juin, déclenchée par la destitution définitive de M. Yoon, mais il n'a jamais été investi par son parti. La présidentielle anticipée a été remportée par Lee Jae-myung, issu de l'opposition de gauche.

## BUDGET 2026 :

# Autant d'impôts, davantage de dépenses, de déficit et de dette



Sébastien Lecornu a engagé la responsabilité du gouvernement sur le budget de compromis négocié avec les socialistes. Ces semaines supplémentaires de tractations l'ont-elles vraiment bonifié ? Le débat est ouvert, au sein même de la coalition, selon le monde fr.

Sébastien Lecornu l'affirme haut et fort dans sa lettre envoyée mardi 20 janvier aux parlementaires : le nouveau projet de budget pour 2026, sur lequel le gouvernement a engagé

sa responsabilité, mardi, « est meilleur que celui présenté initialement par le gouvernement ». Le premier ministre espère ainsi convaincre les députés de ne pas voter, vendredi, les motions de censure déposées par La France insoumise (LFI), les communistes et les écologistes d'un côté, le Rassemblement national (RN) de l'autre.

Si ces motions sont rejetées, grâce à l'abstention annoncée des socialistes, la première partie du projet de loi de finances, portant sur les recettes, sera

considérée comme adoptée. Dans la foulée, l'exécutif devrait engager sa responsabilité sur la partie dépenses du budget. Après une nouvelle motion de censure, le texte partira en principe au Sénat, puis reviendra à l'Assemblée nationale pour être validé définitivement. Une fois passé par le Conseil constitutionnel, il pourrait être promulgué mi-février, avec un mois et demi de retard par rapport au calendrier normal et aux engagements de Sébastien Lecornu.

## NOUVEL ACCIDENT DE TRAIN EN ESPAGNE :

# Un mur s'effondre sur les voies près de Barcelone

Une personne a été tuée, et les secours ont pris en charge 37 personnes, dont au moins cinq sont dans un état grave. Selon le gestionnaire du réseau ferroviaire national, la chute du mur a été provoquée par une tempête et des pluies.

Des secouristes interviennent après le déraillement d'un train de banlieue à la suite de l'effondrement d'un mur de soutènement sur les voies, à Gelida, près de Barcelone, le 20 janvier 2026. JOAN MATEU PARRA / AP

Deux jours après la catastrophe ferroviaire à Adamuz, en Espagne, qui a fait au moins 42 morts, un train de banlieue a heurté, mardi 20 janvier, les débris d'un mur de soutènement qui s'était effondré sur les voies, en Catalogne, dans le nord-est du pays, faisant au moins

un mort et cinq blessés graves, selon les pompiers.

Selon Rodalies de Catalunya, gestionnaire public des chemins de fer dans la région, la personne tuée était un employé de la société. Il s'agit, d'après les médias locaux, du conducteur du train.

« Un mur de soutènement est tombé sur la voie, provoquant un accident avec un train transportant des passagers » dans la commune de Gelida, à une quarantaine de kilomètres de Barcelone, avait annoncé la protection civile de la région de Catalogne, sur son compte X.

Un autre déraillement, pas de blessé Les secours ont pris en charge 37 personnes, dont la plupart voyageaient dans le wagon de tête, le plus accidenté, a précisé le chef des interventions des pompiers

catalans, Claudi Gallardo.

Le gestionnaire du réseau ferroviaire national ADIF a avancé que l'effondrement du mur avait été provoqué par une tempête et des pluies qui s'abattaient sur une grande partie de la région. Sur X, il a ajouté que la circulation restait suspendue sur les lignes de banlieue « en raison des effets de la tempête sur les infrastructures ».

Selon le quotidien El País, un autre train, qui transportait une dizaine de passagers entre les gares de Blanes et Maçanet-Massanes, a déraillé en raison de la présence de rochers sur les voies, à la suite de la tempête qui a frappé Gérone, mardi. Ce déraillement n'a blessé personne.

Ces accidents surviennent alors que l'Espagne pleure ses morts après la collision meurtrière de deux trains à grande vitesse, dimanche près



de Cordoue. Mardi, le corps d'une 42e victime a été découvert, ont annoncé les autorités régionales andalouses. Selon le ministre des transports espagnol, Oscar Puente, le bilan définitif pourrait s'élever à 43 morts, soit le nombre de signalements de disparus.

Trente-sept personnes, dont quatre enfants, restent hospitalisées, parmi lesquelles neuf adultes sont toujours en soins intensifs. Plus de 120 personnes au total ont été blessées à des degrés divers. L'enquête se poursuit pour connaître la cause de l'accident.

# CAN-2025 : Série d'amendes pour l'Algérie, Zidane et Belghali suspendus

La FAF) a rendu public, ce mercredi, le verdict du Jury disciplinaire de la Confédération africaine de football (CAF), à la suite des incidents survenus lors du quart de finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 entre l'Algérie et le Nigéria, disputé le 10 janvier à Marrakech.

Dans son communiqué, la FAF indique que plusieurs sanctions disciplinaires ont été prononcées à l'encontre de joueurs de l'équipe nationale ainsi que de la Fédération elle-même.

Le gardien de but Luca Zidane a écopé de deux matches de suspension, qui seront purgés lors des éliminatoires de la CAN 2027. De son côté, le défenseur Rafik Belghali a été sanctionné de quatre matches de suspension, dont deux avec sursis, applicables également aux prochaines éliminatoires continentales.

Sur le plan financier, la FAF se voit infliger une amende globale conséquente. Une première



pénalité de 5 000 dollars a été décidée pour conduite incorrecte de l'équipe nationale, en raison de l'avertissement de cinq joueurs au cours de la rencontre, en infraction à l'article 130 (a)

du Code disciplinaire de la CAF. Une amende supplémentaire de 25 000 dollars sanctionne le comportement jugé inapproprié de certains joueurs et officiels à l'issue du match, pour avoir porté

atteinte à l'image de la rencontre, conformément aux articles 82 et 83 du même code. La Fédération algérienne a également été sanctionnée pour des faits impliquant ses

supporters. La CAF a infligé une amende de 5 000 dollars pour l'utilisation de fumigènes, une autre de 5 000 dollars pour jets d'objets, ainsi qu'une pénalité de 10 000 dollars pour non-respect des mesures de sécurité, après des tentatives de forcer les barrières du stade.

Enfin, une amende lourde de 50 000 dollars a été prononcée pour des gestes offensants et abusifs à l'encontre des arbitres, notamment l'affichage de billets de banque par des supporters algériens.

Face à ces décisions, la FAF a annoncé avoir immédiatement engagé la procédure de recours prévue par les règlements en vigueur afin de contester ces sanctions. Elle assure suivre de près l'évolution de ce dossier et réaffirme sa détermination à défendre les intérêts du football algérien, tout en respectant strictement les voies réglementaires et institutionnelles.

## Mercato : Le dossier Hadj Moussa est clos

Suscitant l'intérêt de plusieurs clubs européens de premier plan, dont l'Olympique de Marseille, Chelsea et Benfica, Anis Hadj Moussa figurait parmi les joueurs les plus convoités de ce mercato hivernal. Pourtant, l'ailier algérien de Feyenoord ne bougera pas cet hiver.

La position du club néerlandais est claire. Dennis te Kloese, directeur général et technique de Feyenoord, a confirmé que le sujet avait été tranché en interne et que le joueur ainsi que son entourage en étaient pleinement informés : « Nous en avons

discuté avec son agent ainsi qu'avec Anis ». Cette décision s'inscrit dans une réflexion sportive plus large, également liée aux échéances internationales à venir avec l'Algérie : « Une Coupe du monde approche, Anis franchit de plus en plus d'étapes avec la sélection nationale. Dans ce contexte, il me semblerait imprudent de partir vers un grand club évoluant dans un championnat difficile. On ne sait jamais si l'on va jouer, et cela pourrait mettre en péril sa participation au Mondial. » Au-delà de la prudence sportive,

Feyenoord n'ignore pas les ambitions de son joueur, ni l'importance stratégique qu'il représente pour le club : « Mais ce n'est un secret pour personne : il a de l'ambition, et le club en tire également des bénéfices. Ce n'est pas pour rien que nous avons prolongé son contrat. », a conclu Dennis te Kloese. Cette prise de position met ainsi un terme aux spéculations hivernales autour d'Anis Hadj Moussa. Toutefois, tout laisse à penser que l'international algérien sera l'un des dossiers majeurs du prochain mercato estival.



## Justice rendue pour Zerrouki



Lors de la rencontre d'Eredivisie entre Heracles Almelo et le FC Twente, Ramiz Zerrouki a vécu une soirée mouvementée. À la 58e minute, l'international algérien a été expulsé après avoir reçu un carton rouge direct. L'arbitre de la rencontre, Sander van der Eijk, a estimé que le geste du milieu de terrain, une légère poussée sur un adversaire qui le retenait par le maillot, relevait d'un comportement violent. La décision a été prise sans recours à la VAR, ce qui a immédiatement alimenté la polémique.

Très vite, l'expulsion a suscité de nombreuses réactions. Observateurs, supporters et consultants ont jugé la sanction excessivement sévère, estimant que l'action ne justifiait pas un rouge direct. Ramiz Zerrouki lui-même

est revenu sur l'incident après le match, expliquant qu'il ne s'agissait en aucun cas d'un geste violent, mais simplement d'une tentative de se libérer d'une situation de marquage appuyé et frustrante.

Après examen du dossier, la commission d'arbitrage a partagé cette analyse. Elle a décidé d'annuler le carton rouge, considérant que la sanction initiale était disproportionnée. Une décision qui réhabilite le joueur et soulage le FC Twente.

Le club a confirmé la nouvelle dans un communiqué clair : « Le carton rouge reçu par Ramiz Zerrouki dimanche lors du match contre Heracles Almelo a été annulé. Zerrouki sera disponible samedi contre Excelsior. » Une issue favorable, synonyme de justice rendue pour le milieu algérien.

## Real Madrid : Comment Alvaro Arbeloa est en train de tout changer

**L**e jeune entraîneur du Real Madrid est, peu à peu, en train d'imposer sa patte et ses méthodes, dans un style qui nous rappelle forcément celui de Carlo Ancelotti.

Le Real Madrid va un peu mieux. Après cette élimination en Copa del Rey face à Albacete (3-2) pour les débuts d'Alvaro Arbeloa, les Merengues ont enchaîné deux bons résultats, face à Levante le week-end dernier en Liga (2-0), puis contre l'AS Monaco en Ligue des Champions mardi soir (6-1). S'il faudra évidemment confirmer sur la durée, les nuages gris qui planaient au-dessus de la capitale espagnole ont laissé place à quelques jolis rayons de soleil, et les mines grises et déconfites dans les travées du Bernabéu ont un peu retrouvé le sourire.

Mais quel est le rôle d'Arbeloa dans tout ça ? Si beaucoup à Madrid le considère uniquement comme un entraîneur intérimaire qui va prendre la porte une

fois la saison terminée afin de laisser sa place à un coach avec un CV plus reluisant, force est de constater que les débuts de l'ancien latéral droit sur le banc sont plutôt réussis. Avant tout, il semble avoir réussi à se mettre les joueurs dans la poche, ce qui est peut-être le plus difficile à Madrid, et qui est probablement même plus important que toute considération tactique. L'ancien de Liverpool et de la Casa Blanca adopte ainsi une attitude assez proche des joueurs, bien plus proche de celle de Carlo Ancelotti ou de Zinedine Zidane que de celle de Xabi Alonso, qui était plutôt froid et distant.

**Les joueurs sont plus libres**  
On le voit ainsi souvent encourager ses hommes et tout faire pour les mettre en confiance, les motivant et les boostant même lorsqu'ils ratent des actions. C'est aussi un entraîneur qui reste assez calme pendant les matchs, ne poussant que rarement des gueulantes et ne

donnant que peu de consignes en bord de terrain. Tactiquement, il n'y a d'ailleurs pas de nouveautés majeures à signaler, et Arbeloa n'est clairement pas venu pour faire la révolution. Il mise sur un 4-3-3 assez classique, avec une volonté de se projeter vite vers l'avant dès que le ballon est récupéré.

Il préfère laisser les joueurs prendre les initiatives dans le jeu, et juste corriger quelques erreurs, plutôt que de leur imposer un cadre tactique strict. Les joueurs offensifs de l'équipe semblent d'ailleurs s'être libérés avec Arbeloa, à l'image de Vinicius Jr, ou même de Franco Mastantuono. Et surtout, le coach leur demande bien moins d'efforts défensifs qu'Alonso. Il ne s'en cache d'ailleurs pas. « Nous voulons qu'ils soient frais pour attaquer. Je ne veux pas de deux attaquants qui descendent pour courir après les latéraux ou les milieux de terrain. Je veux qu'ils fassent du bon travail,



je veux voir une équipe qui fonctionne ensemble, mais aussi que Vinicius et Mbappé puissent être frais pour faire la différence comme ils l'ont fait aujourd'hui », confiait-il après le match.

Ce qui pourrait tout de même coûter cher face à des équipes un peu plus redoutables que Levante ou Monaco. Contre les Asémistes, Courtois a d'ailleurs évité un ou deux buts supplémentaires, et la défense du Real Madrid était tout sauf

solide. Cette permissivité avec les stars offensives de l'équipe n'est cependant pas vue comme quelque chose de positif par tout le monde à Madrid. Beaucoup s'inquiètent ainsi du retour de la «république des joueurs», avec des cadres du vestiaire qui feraient donc la loi. Rendez-vous samedi face à Villarreal pour un premier gros choc qui devrait nous apporter plus d'indications et de certitudes... Ou de doutes...

## Liga :

## Le FC Barcelone accélère pour une pépite brésilienne de 16 ans

**L**e FC Barcelone suit de près Eduardo Conceição, jeune prodige brésilien de 16 ans du Palmeiras, déjà révélation de la Copinha. La pépite offensive pourrait rejoindre l'Europe dans deux ans, au cœur d'une bataille avec les géants anglais.

Le football brésilien continue d'alimenter la Liga en jeunes talents prometteurs. Ces dernières années, plusieurs pépites de Palmeiras ont suscité la convoitise des clubs espagnols. Vitor Roque a signé au FC Barcelone avant de s'offrir une seconde chance au Real Bétis, Endrick est parti au Real Madrid, tandis qu'Estevão a échappé aux mains de tous les cadors espagnols pour rejoindre Chelsea. Cette course aux jeunes prodiges montre que la Liga, fidèle à sa tradition, ne cesse de jeter ses yeux sur l'Amérique du Sud, en particulier sur les formations comme Palmeiras, réputées pour produire des attaquants techniques et créatifs. Le FC Barcelone, qui s'apprête à perdre plusieurs jeunes talents issus de La Masia dont Dro et Mamadou Mbacke, continue de combiner cette politique de détection mondiale avec son centre de formation, pour ne jamais laisser passer la prochaine pépite.

Au cœur de cette stratégie, un nouveau nom attire désormais l'attention des décideurs du Camp Nou, un certain Eduardo Conceição, attaquant polyvalent de 16 ans évoluant au Palmeiras.



La révélation de la dernière édition de la Copinha, le prestigieux tournoi de jeunes du Brésil, a confirmé tout le potentiel déjà pressenti chez ce jeune prodige. Jouant avec le numéro 10, il s'est distingué par sa capacité à marquer et à créer, inscrivant notamment un quadruplé lors d'un match de phase de groupes et délivrant plusieurs passes décisives. Sa technique individuelle, typiquement brésilienne, et sa

polyvalence offensive, pouvant évoluer sur les ailes, en pointe ou en meneur de jeu, le placent parmi les jeunes les plus suivis par les scouts européens présents au Brésil. Et selon la presse catalane, une grande avancée a été réalisée dans les négociations avec son entourage.

**Les négociations sont avancées**  
Les contacts avec le Barça ne datent pas de cette Copinha. D'après les informations de Sport, les agents d'Eduardo ont

été conviés dès décembre à la Ciutat Esportiva de Sant Joan Despí pour rencontrer João Amaral, responsable du scouting, et Deco, directeur sportif. Lors de cette réunion, le club catalan a clairement fait savoir qu'il suivait le joueur et a pu prendre connaissance de son premier contrat professionnel, signé à ses 16 ans pour une durée de trois ans avec Palmeiras, et assorti d'une clause de 100 millions d'euros. Cette précaution du club

brésilien illustre l'importance de protéger ses jeunes talents face à l'appétit croissant des clubs européens, notamment ceux de Premier League. Pour le Barça, Eduardo Conceição représente un investissement à moyen terme, puisque comme beaucoup de jeunes cracks sud-américains, il ne pourra rejoindre l'Europe qu'à ses 18 ans, en janvier 2028, mais le club espère pouvoir concrétiser ce transfert une fois sa santé financière renforcée.

Pour l'instant, aucune opération concrète n'est prévue cette année, et le jeune Brésilien devra continuer sa progression avec l'équipe des moins de 20 ans. Les observateurs insistent sur la nécessité pour Eduardo Conceição de transformer son statut de prodige en véritable joueur d'élite, capable d'assumer les exigences d'un top club européen. Surtout que les Blaugrana ont encore en travers de la gorge l'échec du projet autour de Vitor Roque. Sa vision du jeu, sa capacité à marquer et à distribuer, ainsi que sa flexibilité tactique en font déjà un joueur complet. La situation reste à suivre de près, mais le FC Barcelone mise sur ce profil atypique pour compléter sa relève offensive, mais la concurrence, notamment anglaise, est féroce. La trajectoire d'Eduardo Conceição pourrait bien devenir l'une des affaires majeures du mercato sud-américain dans les prochaines années.



# AYANEO dévoile une petite portable Android et la première console Ryzen AI 9 HX 470

Jamais avare de nouveaux modèles, la marque AYANEO dévoile plusieurs consoles dont la toute première à intégrer la nouveau Ryzen AI d’AMD.

Les consoles portables profitent à plein des difficultés sur le marché de la carte graphique et de l’intérêt que portent AMD et Intel aux processeurs à solution graphique intégrée. Il suffit de voir comme Intel accentue la pression avec ses nouvelles puces Panther Lake.

À peine annoncé, le Ryzen AI 9 HX 470 déjà intégré

Si le Steam Deck continue à être, et de loin, la console portable la plus vendue actuellement, d’autres fabricants se frottent les mains à l’idée de voir un public toujours plus large s’intéresser à leurs produits.

C’est le cas d’AYANEO qui, en juillet dernier, avait été l’une des premières à nous proposer une console à base de Ryzen AI 9 HX 370. L’AYANEO 3 était alors en test dans nos colonnes et, au-delà de la puissance du processeur, nous avions apprécié la qualité de sa dalle OLED 7 pouces et la mise en place de commandes dites



modulaires, que l’on pouvait donc échanger en fonction des besoins.

Mais voilà, six mois plus tard, le Ryzen AI 9 HX 370 c’est déjà presque du passé chez AMD qui, en prélude au CES 2026 du début du mois, a présenté la relève. Le Ryzen AI 9 HX 470 sera donc la nouvelle figure de proue des puces nomades de chez AMD, mais les changements sont subtils et la puce conserve ainsi le duo d’architecture CPU Zen 5 et GPU RDNA 3.5.

En l’occurrence, on parle de 12

cœurs CPU et de 16 unités de calcul GPU pour une solution graphique qui garde le nom de Radeon 890M. La seule véritable modification concerne le NPU qui, s’il conserve l’architecture XDNA 2, se montre un peu plus puissant en affichant 55 TOPS.

Une console très proche de l’AYANEO 3 ?

Peu de changements donc, mais cela suffit à AYANEO pour nous annoncer une nouvelle console qui, pour l’occasion, change complètement de nom et devrait

aussi faire un peu évoluer son design.

Il s’agit ici pour AYANEO de capitaliser sur les réussites de la Konkr Pocket Fit, une machine Android disponible depuis peu et qui rencontre un certain succès. AYANEO baptise sa nouvelle machine Konkr Fit et semble garder l’écran OLED de 7 pouces de diagonale de l’AYANEO 3. Sur cette dernière, il était question d’une définition 1 080p avec une dalle 144 Hz/800 nits.

AYANEO n’entre hélas pas dans les détails pour cette Konkr Fit. Alors que le sujet est sensible aujourd’hui, nous ne connaissons par exemple pas la taille de la RAM ou la capacité de stockage d’une console qui entretient aussi le mystère sur ses contrôles, même si les images laissent à penser que la modularité de l’AYANEO 3 n’a pas sa place sur ce nouveau modèle.

La Konkr Fit est donc la première console annoncée avec ce nouveau Ryzen AI 9 HX 470, mais il faudra encore patienter pour en avoir toutes les précisions.

## En Bref...



Avec sa a mini Evo Cinema, Fuji veut vous faire photographe et filmer jusqu’en 1930

Fujifilm a décidément plus d’un tour dans son sac. Le fabricant japonais, qui ne cesse d’entretenir et de renouveler ses gammes d’appareils photo grand public (comme récemment avec son X-Half), vient d’annoncer le lancement de sa mini Evo Cinema, une drôle de machine à fabriquer des clips, à photographier et à imprimer des images. Et bonne nouvelle : les amoureux du vintage vont être (vraiment) servis !

Une « machine à remonter le temps »

Les plus anciens y verront une digne descendante des petites caméras 8 mm Fujica que Fujifilm commercialisait dans les années 60-70 pour démocratiser le cinéma amateur. Avec sa mini Evo Cinema qui sera lancée le 28 janvier, la fabriquant japonais en décline l’esthétique verticale non sans nostalgie. Mais l’appareil qui intègre la gamme Instax de son constructeur promet de faire beaucoup plus. Fujifilm, qui n’hésite pas à qualifier cette nouveauté de « machine à remonter le temps », capitalise sur l’appétence du public et des jeunes plus généralement pour le vintage. Et cela s’annonce assez réussi.

# WhatsApp vous laisse désormais la possibilité de quitter une conversation en toute discrétion

WhatsApp vous laisse désormais la possibilité de quitter une conversation en toute discrétion

Qui n’a jamais hésité à quitter des discussions WhatsApp trop actives, interminables ou inutiles par peur de froisser ses membres ? Jusqu’à présent, l’application de messagerie instantanée envoyait une notification visible à tous les participants d’une discussion lorsque l’un d’entre eux la quittait.

La bonne nouvelle est que vous pouvez maintenant partir à tout moment et en toute discrétion de n’importe quel groupe WhatsApp. Une fonctionnalité a justement été déployée sur l’application afin d’améliorer l’expérience des utilisateurs en termes de discrétion.

Comment quitter un groupe WhatsApp en toute discrétion Cette nouveauté ne prend pas la



forme d’un réglage spécifique. WhatsApp a effectivement rendu cette option automatique. Il vous suffit ainsi de quitter un groupe de la même manière qu’avant.

Les autres participants ne recevront aucune notification. En fait, seuls les administrateurs du groupe seront notifiés de votre départ.

Si cette fonctionnalité est bien pratique pour rester discret en toutes circonstances, ce n’est pas toujours la solution privilégiée. Vous pouvez tout simplement ajuster les notifications des groupes afin de gagner en tranquillité au quotidien.

Gérer les notifications d’un groupe WhatsApp

Un groupe trop pénible ou trop actif peut facilement être mis en sourdine sans pour autant avoir à le quitter. Suivez les étapes ci-dessous pour gérer les notifications des groupes WhatsApp. Cela fonctionne aussi bien sur Android que sur iOS.

Lancez l’application et ouvrez la discussion pour laquelle vous souhaitez gérer les notifications ; Cliquez sur le nom de la discussion en haut de l’écran afin d’ouvrir les infos du groupe ;

Appuyez ensuite sur « Notifications » pour accéder aux différentes options disponibles.

Vous pouvez alors activer ou désactiver le son des notifications, activer le mode silencieux pour les mentions et même choisir le type de notifications que vous souhaitez recevoir.



# «Chroniques des années de siège» sera présenté en première mondiale à la Berlinale

Sara Boueche

L’œuvre cinématographique intitulée «Chroniques des années de siège» fera sa première apparition mondiale à la Berlinale. Elle a été retenue dans la sélection officielle pour la section compétitive «Perspectives» de ce prestigieux festival, dont les festivités sont prévues du 12 au 22 février prochain.

Cette production, dirigée par le réalisateur palestinien Abdallah Alkhatib, est le fruit du travail de production de Taqiyeddine Issaad (Évidence Films) et Salah Issaad (Issaad Film Productions), en collaboration avec l’artiste-producteur Sofiane Zermani (Fianso).

L'intrigue se déroule au sein d'un camp de réfugiés palestiniens soumis à un blocus, où la vie quotidienne d'individus ordinaires est bouleversée. La claustration et la raréfaction des ressources les exposent à des dilemmes existentiels, où la pérennité de l'existence est mise à l'épreuve tant sur le plan matériel que psychologique. Adoptant une perspective palestinienne, le film développe une approche narrative chorale et personnelle, mettant en exergue les interactions subtiles, les non-dits et les solidarités qui perdurent en dépit de la privation de liberté et de la pression ambiante. Le récit tire son origine de l'expérience personnelle du réalisateur durant le



blocus du camp de Yarmouk. Cette épreuve formatrice a profondément influencé la conception scénaristique, tout en délestant la narration de toute attache spatio-temporelle

spécifique. Ceci permet de faire écho à une réalité palestinienne transcendant les époques, de la Nakba jusqu'à l'époque contemporaine.

Cette production cinématographique fédère des compétences artistiques issues de diverses nations : palestinienne, jordanienne, syrienne et algérienne. Parmi les interprètes, on compte notamment Idir Benaïbouche et Ahmed Zitouni, ainsi que le jeune acteur Wassim Fédriche, considéré comme une figure prometteuse de la génération montante. Une partie du tournage s'est déroulée à Batna, impliquant une équipe algérienne. L'œuvre a également joui de l'appui du ministère de la Culture algérien, notamment via une subvention destinée à la phase de postproduction.

# Clôture à Alger de la caravane littéraire algéro-italienne «Poètes de deux rives»

La caravane littéraire «Poètes des deux rives», célébrant les échanges littéraires et linguistiques entre l'Algérie et l'Italie, a pris fin mardi soir à Alger, après deux escales à Sidi Bel Abbès et Tlemcen avec la participation des poètes des deux pays. Accueillie à «Dar Abdeltif», la rencontre poétique marquant la clôture de cet événement littéraire, a été animée par les poètes algériens Lamis Saidi et Khaled Bensalah ainsi que le conteur et poète italien, Emilio Nigro. En donnant lecture à des textes littéraires et poétiques, Lamis Saidi et Khaled Bensalah, ont déclamé, tour à tour, leurs poèmes en langue arabe ainsi que d'autres traduits dans cette

langue, dont ceux de la poétesse italienne, Flaminia Cruciani, qui avait pris part aux rencontres de Sidi Bel Abbès et de Tlemcen. Pour sa part, le poète italien Emilio Nigro, a déclamé ses propres poèmes, en plus des textes de Lamis Saidi et Khaled Bensalah, traduits vers l'italien. Accompagnés à la guitare (mandoline) par le musicien Koussaila Adjrad, en donnant du rythme aux mots dans une ambiance musicale particulière, les poètes ont célébré les liens réciproques et les échanges culturels, linguistiques et littéraires entre l'Algérie et l'Italie. En présence du directeur général de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), M. Réda Fassi, de

l'ambassadeur de l'Italie en Algérie, M. Alberto Cutillo, et de la directrice de l'Institut culturel italien en Algérie, Mme Antonia Grande, des attestations ont été remises aux poètes participants à cette caravane littéraire, clôturée par un spectacle musical animé par Hind Boukella. Organisée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, par l'AARC en partenariat avec l'Institut culturel italien en Algérie, la caravane «Poètes de deux rives» a fait escale, les 15 et 17 janvier, au Palais de la culture Abdelkrim-Dali de Tlemcen et à la bibliothèque centrale Mohamed-Kabati de Sidi Bel-Abbès, respectivement.



# Propriété intellectuelle L'OMPI lance une formation en ligne



L'Organisation mondiale de la propriété Intellectuelle (OMPI) organise à partir de mars prochain, un programme d'apprentissage et de formation en ligne sur la propriété intellectuelle, a indiqué l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA). Ce programme d'apprentissage et de formation, destiné à l'Afrique, vise à permettre d'acquérir, grâce à des cours dispensés en ligne, des compétences et

des connaissances de base en matière de droits de l'auteur et de propriété intellectuelle, précise l'ONDA dans un communiqué. Etalé sur deux mois, le programme de formation comprend deux séminaires afin de favoriser les échanges entre les participants et d'aborder les principales problématiques communes liées au développement et à l'innovation sur le continent africain. Des cours portant sur le droit

d'auteur, les marques, les brevets, les dessins industriels, les indications géographiques, les savoirs traditionnels ou encore les liens entre la propriété intellectuelle et le développement, seront dispensés durant cette formation. Les inscriptions s'effectueront gratuitement en ligne en envoyant les candidatures (nom, prénom et la langue de cours souhaitée) à l'adresse électronique: algeria.office@wipo.int avant le 15 février prochain.



Égypte

L'opposant et poète Ahmed Douma de nouveau arrêté au Caire

**Le célèbre opposant égyptien Ahmed Douma, figure de la révolution de 2011, a été arrêté à son domicile au Caire, plus de deux ans après avoir bénéficié d’une grâce présidentielle, a annoncé l’un de ses avocats.**

Le motif de l’arrestation, mardi 20 janvier, n’a pas été dévoilé dans l’immédiat. Dans son dernier message publié sur X, en août 2025, le poète et militant politique dénonçait les pratiques policières et les conditions d’incarcération dans les prisons égyptiennes, souvent qualifiées de brutales par les défenseurs des droits humains.

«Ahmed Douma a été arrêté à l’aube à son domicile», a écrit Me Khaled Ali sur son compte Facebook. Depuis fin 2024,



Ahmed Douma a été interrogé à cinq reprises pour des accusations liées à des publications sur les réseaux sociaux, d’après ses avocats.

En septembre 2025, le parquet de

la Sûreté de l’État l’a inculpé de «diffusion de fausses nouvelles», avant de le libérer sous caution, moyennant le versement de 50 000 livres égyptiennes (environ 897 euros).

Ahmed Douma, qui a passé au total près de dix années en détention, est l’une des grandes figures du soulèvement populaire qui a conduit, en février 2011, à la chute du président Hosni Moubarak après plus de trente ans au pouvoir.

Le militant a déjà connu de nombreux séjours derrière les barreaux, notamment au printemps 2013 sous la présidence de l’islamiste Mohamed Morsi – où il avait observé une grève de la faim avant d’être acquitté. La même année, il avait été arrêté lors des vastes campagnes de répression qui ont accompagné le coup d’État militaire d’al-Sissi contre son prédécesseur, M. Morsi, premier président égyptien élu démocratiquement.

Sa peine initiale de vingt-cinq ans, pour sa participation à des manifestations et à des heurts avec les forces de l’ordre, avait été réduite à quinze, avant qu’il ne soit gracié en août 2023. Il est depuis interdit de voyager.

L’Égypte est régulièrement pointée du doigt par les ONG pour sa répression contre les opposants ou critiques du pouvoir.

En 2022, le président al-Sissi avait réactivé un comité de grâces présidentielles, permettant la libération de centaines de détenus politiques. Mais «trois fois plus de personnes» ont été arrêtées durant cette période, selon les organisations de défense des droits humains.

Rachat de Warner Bros

Netflix propose une offre simplifiée en conservant le montant initial de près de 83 milliards de dollars

**Netflix a lancé une offre de rachat début décembre pour le studio de cinéma Warner Bros et l’ensemble HBO (chaînes et plateforme de streaming HBO Max) pour 82,7 milliards de dollars dette comprise.**

Netflix, le géant du streaming, a simplifié son offre de rachat de Warner Bros Discovery (WBD) pour le même montant, a-t-il indiqué, mardi 20 janvier, afin de la faire adopter plus rapidement par les actionnaires du studio de cinéma iconique.

Alors que le rachat de Warner Bros fait l’objet d’une bataille depuis des semaines, l’accord révisé proposé par Netflix – dont l’offre a été préférée par

WBD face à une contre-offre de Paramount – doit permettre d’accélérer «le processus vers un vote des actionnaires», a fait valoir Netflix.

La transaction «demeure valorisée à 27,75 dollars par action WBD, inchangée par rapport à la structure de transaction précédente», explique Netflix dans son communiqué. Mais le groupe entend désormais la payer intégralement en numéraire, alors que son offre initiale comportait une partie en actions (16%).

Ce changement devrait permettre aux actionnaires de WBD de voter sur l’opération proposée d’ici à avril 2026, ajoute la plateforme de streaming, engagée dans un bras de fer avec Paramount

Skydance.

Netflix a lancé une offre de rachat début décembre pour le studio de cinéma Warner Bros et l’ensemble HBO (chaînes et plateforme de streaming HBO Max) pour 82,7 milliards de dollars dette comprise (72 milliards hors dette).

L’opération se ferait après la scission entre ce sous-ensemble et un portefeuille de chaînes, dont CNN et Discovery, qui seraient logées dans une nouvelle société cotée ad hoc baptisée Discovery Global.

Paramount Skydance proposait quant à lui d’acquérir l’ensemble de WBD, y compris son portefeuille de chaînes de télévision. Mais son offre



publique d’achat, portant la valeur de l’entreprise à 108,4 milliards, a été rejetée une première fois en décembre par Warner Bros. Une deuxième offre améliorée a de nouveau été rejetée le 7 janvier.

En réaction, Paramount a saisi la justice américaine il y a quelques jours pour obtenir que WBD diffuse à ses actionnaires certaines informations relatives à son rachat, estimant que son conseil d’administration a une communication biaisée favorable à Netflix.

Dans les échanges électroniques avant l’ouverture de la Bourse de New York, le titre de Netflix gagnait 1,2% aux alentours de 13H00 GMT, celui de Warner Bros cédant 0,2%.

Concert Rayettes le 30 Janvier 2026 à Alger

**R**ayettes, concert événement dédié au raï féminin, se tiendra le vendredi 30 janvier 2026 à 19h30 à l’Institut français d’Algérie à Alger.

Ce spectacle inédit réunira quatre grandes voix du raï féminin : Romeissa, Cheba Ismahan, Nour El Houda Chikhaoui et Samira l’Oranaise. Ensemble, elles proposent un parcours musical à travers l’histoire du raï, depuis les grands standards fondateurs

en hommage aux pionnières telles que Rimitti, Djenia et Zohra jusqu’au raï sentimental, puis au raï pop contemporain, témoignant de l’évolution et de la vitalité actuelle de ce genre emblématique.

Porté par la direction artistique et musicale d’Aboubakr Maatallah, Rayettes s’annonce comme un moment fort, célébrant la puissance, la diversité et la modernité des voix féminines du raï.





# Le froid peut-il impacter votre hypertension artérielle ? Un cardiologue répond

Les températures qui frisent le 0°C peuvent-elles impacter votre santé et plus particulièrement jouer sur votre tension artérielle ? Et dans ce cas, comment s'en protéger ? Des études et un cardiologue font le point. On le sait, de fortes chaleurs estivales peuvent fragiliser la santé cardiovasculaire, notamment pendant l'effort. Mais qu'en est-il des températures basses ? Les vagues de froid peuvent-elles amplifier une hypertension artérielle déjà présente et ainsi augmenter le risque cardiovasculaire ? Dans les études, le froid augmente bien la tension artérielle. Les chercheurs des pays froids, notamment du Canada et de Suède, ont étudié l'impact d'une chute des températures sur une possible hausse de la tension artérielle. Plusieurs travaux ont bien relié la pression artérielle (PA) et



la température extérieure :  
• Les pressions les plus élevées étant enregistrées à une température froide ;  
• Les pressions les plus basses à une température relativement chaude. Un détail ? Pas vraiment. Dans Femme Actuelle, le cardiologue Alexandre Bensaid souligne une réalité. « Si on regarde les séries épidémiologiques

de mortalité dans un pays, on se rend compte que le froid a un véritable impact. Ainsi, au Canada, près de 4% de la mortalité pourrait être statistiquement imputée au froid ». Pourquoi un tel lien entre froid et tension plus élevée ? Pour expliquer ce phénomène, il faut comprendre que cette hausse est une réaction au froid et à la froideur

cutanée : en cas de températures très froides, l'organisme va répondre par une vasoconstriction, qui s'opère via le système sympathique. Quand les températures chutent, notre organisme dépense plus d'énergie pour contrer les effets du froid et maintenir la température du corps. Il bat plus rapidement, consomme plus d'oxygène et nos vaisseaux se contractent, favorisant ainsi l'hypertension, la coagulation du sang ou le détachement de plaques d'athérome présentes sur les parois des artères. Aussi, le froid augmente le risque de déshydratation, ce qui réduit la fluidité du sang et demande plus d'effort au cœur pour fonctionner normalement. "L'impact du froid demeure toutefois compliqué à chiffrer car il est très difficile d'isoler ce facteur en particulier

dans les statistiques. Mais on sait qu'il y a plus d'infarctus du myocarde, d'angines de poitrine, de dissections aortiques, ou encore d'AVC lorsqu'il fait froid" prévient l'expert. Comment réagir en cas de grand froid ? Doit-on alors changer ses habitudes quand le thermomètre est en chute libre ? Pour l'expert, sachant ce lien, il vaut mieux éviter de faire des efforts inhabituels spécialement les jours de grand froid. Et se faire surveiller au moindre doute. Cependant si vous êtes déjà hypertendu, la prise en charge reste la même : surveiller sa tension et prendre un traitement adapté le cas échéant. Qu'il fasse chaud froid ou modéré. Pour rappel, une pression artérielle normale ne doit pas dépasser 140 mmHg pour le premier chiffre et 90 mmHg pour le second.

## CONSTIPATION : Les 7 aliments du quotidien à éviter absolument

La constipation est un trouble fréquent qui peut affecter votre qualité de vie. Votre alimentation joue un rôle crucial dans la régulation de votre transit intestinal. Découvrez les aliments à éviter pour améliorer votre confort digestif. Un ventre qui se contracte, une sensation de lourdeur... La constipation est une problématique fréquente, qui touche des millions de personnes chaque jour. Bien qu'elle puisse être causée par plusieurs facteurs, comme le stress ou une hydratation insuffisante, votre alimentation joue un rôle crucial dans la santé de votre transit. Certains aliments, pourtant très courants, peuvent ralentir la digestion et aggraver ce trouble. Nous vous dévoilons 7 aliments à éviter si vous êtes sujet(e) à la constipation, ainsi que quelques alternatives saines pour prendre soin de vos intestins. Les aliments contenant de la farine blanche

Les farines de blé contiennent peu de fibres, qui constituent un apport essentiel pour la santé de vos intestins. Il vaut mieux éviter le pain blanc, les bagels, les cookies, le pain de mie blanc... À la place, vous pouvez opter pour des produits faits à base de farine complète, qui vous apportent assez de fibres. Cela peut être l'avoine, le quinoa ou encore le maïs. La charcuterie Le problème de la charcuterie est sa haute teneur en matières grasses, qui ralentissent la digestion. Afin de prolonger la durée de conservation, la charcuterie contient des nitrates, qui favorisent la constipation. Évitez donc le lard, les saucisses, le salami, le bœuf séché... Il vaut mieux privilégier une charcuterie moins riche en matières grasses comme la viande blanche : blanc de dinde, blanc de poulet... La viande rouge La viande rouge contient

beaucoup de graisses saturées. Ces dernières sont connues pour augmenter le risque de maladies cardio-vasculaires, mais des études ont également prouvé un lien direct avec la constipation. Une importante consommation de graisses saturées peut donc augmenter vos troubles digestifs. Afin d'éviter cela, limitez-vous à de la viande rouge 1 fois par semaine, comme le propose le régime méditerranéen. Les aliments frits Tout comme la charcuterie et la viande rouge, les aliments frits (cuits à haute température dans des huiles végétales transformées) sont riches en matières grasses et en graisses saturées, ce qui complique grandement la digestion. Il faut donc éviter de consommer ce type d'aliments si vous souffrez de constipation. Les produits laitiers Le lactose présent dans les produits laitiers peut être un vrai facteur de constipation pour certaines personnes. Globalement,



à haute quantité, il reste difficile à digérer et peut provoquer la constipation. Cependant, si le moindre produit laitier vous cause des problèmes de transit et/ou des douleurs abdominales, consultez un médecin : vous êtes peut-être intolérant(e) au lactose. Vous pouvez remplacer votre lait, vos yaourts ou votre fromage par du soja ou encore de l'avoine. Les œufs En trop grosse quantité, les

œufs peuvent devenir une cause de constipation à cause de leur haute teneur en matières grasses et leur manque de fibres. Il est déconseillé d'en manger tous les jours, surtout si vous avez déjà l'intestin fragile. En cas de constipation, hydratez-vous généreusement et privilégiez une alimentation riche en fibres, en incluant des céréales complètes, des légumineuses, des fruits, des légumes et des noix.



# Être l’aînée et la « sauveuse » de la famille Quand la force devient un fardeau

Sara Boueche

Dans beaucoup de familles, l’aînée n’est pas seulement la première-née. Elle devient, presque naturellement, un pilier. Celle qui comprend vite, qui aide, qui rassure, qui anticipe. Celle à qui l’on dit : « Tu es grande maintenant », bien avant d’avoir réellement eu le temps d’être petite. Derrière cette image valorisante se cache pourtant un rôle lourd : celui de la « sauveuse » de la famille. Être l’aînée, c’est souvent apprendre très tôt à porter plus que son âge. On observe les parents fatigués, les frères et sœurs fragiles, les tensions financières ou émotionnelles, et sans qu’on nous le demande clairement, on décide d’aider. On devient la médiatrice, la confidente, parfois même la seconde maman. On fait ses devoirs en surveillant les autres, on apaise les disputes,

on absorbe les inquiétudes. On grandit vite. Trop vite. Avec le temps, cette posture s’installe. L’aînée forte, responsable, fiable. Celle qui « s’en sortira toujours ». Alors on lui confie davantage, on attend plus d’elle, on oublie parfois qu’elle aussi peut douter, se tromper, avoir peur. La sauveuse ne demande pas d’aide : elle la donne. Elle ne se plaint pas : elle tient. Elle apprend à cacher ses fragilités pour protéger les autres. Mais à force de sauver, qui prend soin d’elle ? Beaucoup d’aînées vivent avec un sentiment silencieux de pression permanente. La peur de décevoir. Le besoin d’être parfaite. L’impression que si elles lâchent, tout s’écroule. Elles deviennent expertes en contrôle émotionnel, mais parfois étrangères à leurs propres besoins. Dire non devient difficile. Se reposer semble égoïste. Exister pour soi paraît



presque interdit. Dans la vie adulte, ce schéma continue souvent. L’aînée choisit des rôles où elle protège, répare, soutient : dans l’amour, l’amitié, le travail. Elle attire des personnes à « sauver ». Elle confond parfois amour et

responsabilité. Et intérieurement, une fatigue discrète s’installe : celle de toujours être forte. Pourtant, être l’aînée ne devrait pas signifier être sacrifiée. La maturité précoce n’est pas un devoir, c’est une adaptation. Et une adaptation mérite

reconnaissance, mais aussi réparation. L’aînée a le droit d’être imparfaite. De poser des limites. De dire : « Moi aussi, j’ai besoin qu’on me porte. » Se libérer du rôle de sauveuse commence par une chose simple mais puissante : se choisir sans culpabilité. Comprendre que l’amour ne passe pas par l’auto-effacement. Que soutenir sa famille ne signifie pas s’oublier. Que la vraie force, ce n’est pas de tout supporter, mais de savoir quand déposer le poids. Être l’aînée, c’est souvent être courageuse sans l’avoir décidé. Mais aujourd’hui, beaucoup d’aînées apprennent une autre forme de courage : celui de vivre pour elles, pas seulement pour les autres. Et peut-être que la plus belle façon de sauver sa famille... commence par se sauver soi-même.

## Cristina Cordula tranche Voici les 5 manteaux les plus tendance de l'hiver



**Le manteau n’est plus un simple rempart contre le froid, il devient la pièce maîtresse de votre look. Cristina Cordula dévoile ses coups de cœur pour shopper avec style cette saison.** L’hiver est là et avec lui, cette sempiternelle question : quel manteau adopter pour affronter le froid avec style ? Et parmi les milliers de coupes, matières et imprimés qui existent, il est parfois difficile de s’y retrouver. Heureusement, Cristina Cordula, l’incontournable queen du style, vient à la rescousse. Sur son compte Instagram, la coach mode partage à ses abonnés ses précieux conseils mode, et il y a quelques jours, elle faisait un zoom sur les manteaux de la saison. Et ça tombe à pic : nous sommes

en plein dans la période des soldes, l’occasion rêvée pour shopper son manteau à prix doux. Quels manteaux adopter cet hiver 2026 ? Cristina Cordula nous dévoile ses coups de cœur. Selon elle, le manteau est bien plus qu’un simple vêtement : « Comment ça, vous ne saviez pas que c’est important ? Un manteau de bonne facture, un manteau stylé, ça donne tout de suite le style dans votre look », rappelle-t-elle. Et voici ses 5 coups de cœur à adopter sans hésiter : **Le manteau à chevrons** « C’est la belle matière en laine, classique et intemporel. On voit souvent ce motif sur les manteaux anglais, en zigzag », explique l’animatrice télé sur les réseaux sociaux. En effet, le chevron fait un retour remarqué



cet hiver. Sur les podiums automne-hiver 2025-2026, des maisons comme Givenchy ou Isabel Marant le subliment dans des coupes longues, cintrées ou oversize. Porté avec des bottes hautes, un jean droit ou une robe légère, il devient la pièce centrale de votre look. Une vraie valeur sûre, capable de traverser les générations. « Il durera toute votre vie vous pouvez même le donner à votre petite fille », affirme-t-elle. **Le manteau en cuir** La papesse de la mode le décrit comme « sexy, féminin et un brin rock ». Le cuir, star de la saison, se décline en noir ou en marron et joue la carte du chic décalé. Une pièce qui allie élégance et attitude fatale, parfaite pour dynamiser un look classique ou compléter un outfit plus rock. **Le manteau en fausse fourrure**

Très ladylike, très glamour », s’enthousiasme Cristina. Avec une hausse record de +996 % sur les podiums selon Tagwalk, cette matière impose un style sophistiqué, qu’on l’associe à un jean baskets pour un twist casual ou à une robe pour le glamour du soir. **Le manteau afghan** « C’est la grande nouveauté, ça change c’est intéressant », affirme la conseillère en image. Véritable héritage des années 70, il séduit par son col et ses manches en fausse fourrure. Cristina conseille de le porter aussi bien avec un jean et des

bottes qu’avec des looks rétro, pour un effet bohème assuré. Une pièce originale qui apporte instantanément du caractère à votre dressing. **Le manteau imprimé léopard** « Glamour, chic ou décontracté, ça marche dans tous les cas », conclut la reine du style. Ce classique audacieux transforme n’importe quelle silhouette et ajoute une touche de wild attitude à vos looks hivernaux. Grâce aux conseils de Cristina Cordula, vous savez désormais quelles pièces investir pour un hiver stylé... et chaud !



# Brooklyn Beckham vide son sac David et Victoria "sidérés" par les accusations de leur fils



Dans un long message publié sur Instagram, lundi 19 janvier, Brooklyn Beckham a réglé ses comptes avec ses parents, David et Victoria. Une prise de parole inattendue qui

aurait profondément bouleversé le couple comme l'a révélé une journaliste du Sun.

Des déclarations qui ont eu l'effet d'une bombe. Après des mois de ten-

sions et de rumeurs, Brooklyn Beckham a brisé le silence sur ses relations avec les membres de sa famille. Dans une longue diatribe, publiée ce lundi 19 janvier sur ses réseaux sociaux, le

jeune homme de 26 ans a en effet décidé de régler ses comptes avec ses parents, David et Victoria Beckham. S'il a affirmé que sa mère a tout mis en œuvre pour saboter son mariage avec Nicola Peltz, l'aîné de la fratrie a également révélé avoir été écarté du cinquantième anniversaire de son père. Tant de faits qui ont poussé l'apprenti chef cuisinier à couper définitivement les ponts avec la créatrice de mode et l'ancien footballeur. «Je ne veux pas me réconcilier avec ma famille. Je ne suis pas sous leur emprise, je me défends pour la première fois de ma vie», a-t-il assuré dans son message. S'ils n'ont pour le moment pas pris la parole publiquement, Victoria et David Beckham seraient particulièrement ébranlés par

les propos de leur fils. Dans les colonnes du Sun, des proches du clan ont révélé que le couple est profondément blessé. «Des amis me disent que son monologue incendiaire en six parties sur Instagram a complètement "sidéré»» David et Victoria. On me dit qu'ils sont "complètement pris au dépourvu" par cette révélation fracassante», a indiqué Clemmie Moodie, rédactrice adjointe du tabloïd britannique. Et d'ajouter : «Pour une famille qui, comme le souligne Brooklyn, s'est tant battue pour contrôler son récit, sa marque très lucrative, c'est incroyablement inconcevable qu'elle n'y puisse rien.» Après cette publication retentissante, la réconciliation entre Brooklyn Beckham et ses parents semble compromise...

## Lady Diana, Charlene de Monaco, Máxima des Pays-Bas... Quand Valentino habillait les reines et les princesses

Le monde de la mode est en deuil. Ce lundi 19 janvier, Valentino Garavani, créateur de la maison de mode éponyme s'est éteint à l'âge de 93 ans dans sa résidence romaine. Il laisse derrière lui tout un héritage : des décennies de création raffinée sur fond de robes de bal, d'escarpins audacieux et de sacs minimalistes mais surtout une couleur : le rouge. Grand adepte de la nuance, le designer italien veille toujours à l'infuser dans ses collections, soit sur l'ensemble d'un vêtement, soit par touches, faisant d'elle sa signature stylistique. Passé maître en matière de silhouettes grand soir, il devient dans les années 2010, le styliste de prédilection des personnalités royales qui se révèlent volontiers lovées en Valentino à l'occasion d'événements prestigieux. Si elles sont nombreuses à miser sur des robes imaginées par le créateur pour leurs robes de mariée (Silvia de Suède, Máxima des Pays-Bas, Clotilde de Savoie, Marie-Chantal de Grèce etc.), les reines et les princesses optent également pour des pièces Valentino lors de rencontres officielles et de galas de charité. C'est à la princesse Diana que l'on doit d'ailleurs sa popularisation auprès du gotha. En novembre 1992, la mère des princes William et Harry est aperçue dans une robe en velours et dentelle bordeaux arrivant au genou. Une pièce portée à l'occasion d'un concert de Paul McCartney qui n'a pas manqué de susciter de nombreuses louanges. Dépassant le simple cadre collaboratif, la princesse Diana considérait Valentino Garavani comme un ami proche, jusqu'à passer des vacances sur son yacht privé dans



les années 1990. Parmi ses plus fidèles adeptes, impossible de ne pas mentionner Máxima des Pays-Bas. De sa robe de mariée spectaculaire à ses tenues du quotidien, la princesse d'Orange-Nassau multiplie les apparitions colorées, entièrement habillée de Valentino. Une façon pour elle de prouver la versatilité des pièces de la maison à porter de jour comme de nuit. Ainsi, elle irradie aussi bien dans une robe bustier en dentelle bleu ciel à volants Valentino lors d'une réception au Konzerthaus Berlin en juillet 2021, que dans un total look beige élevé au moyen d'une cape minimaliste griff Charlene de Monaco. Férée de combinaisons sophistiquées sublimant sa silhouette longiligne, Charlene de Monaco a également accordé sa confiance au designer italien au fil des années. Son look le plus mémo-

nable ? La combinaison asymétrique évasée Valentino qu'elle portait à l'occasion du 67e Gala de la Croix-Rouge Monégasque le 25 juillet 2015. Un vêtement qu'elle choisissait dans une version infusée du rouge typique de la maison. 8 ans plus tard, lors du dîner de gala du 80e Grand Prix de Formule 1 de Monaco remporté par le pilote Red Bull M. Verstappen, en 28 mai 2023, l'épouse du prince Albert II de Monaco réitérait son coup d'éclat en Valentino. Le tout, dans une robe à une épaule cette fois-ci bien plus audacieuse : une création bicolore noire et blanche oversize tombant avec justesse sur ses orteils manucurés de noir. ée du créateur en octobre 2022. Mary de Danemark Dans une veine romantique assumée, Mary de Danemark faisait crépiter les flashes des photo-



graphes en septembre 2015, lors d'une apparition à la remise des prix de la Fondation Carlsberg pour la recherche scientifique au Musée Glyptotek à Copenhague. Toute de rose vêtue, elle magnifiait une robe en dentelle volante délicate qui lui donnait des airs de danseuse. Une silhouette qui semblait largement inspirée d'une tenue portée par Máxima des Pays-Bas en mai 2014, qui se présentait dans le même modèle pour une visite dans les régions de Basse-Saxe et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie en Allemagne. Madeleine de Suède De son côté, la princesse Madeleine de Suède a accordé sa confiance au styliste italien pour un autre jour très important : le baptême de son fils Nicolas de Suède à la chapelle du palais Drottningholm à Stockholm, le 11 octobre 2015. Pour célébrer l'événement, elle succombait à une robe manches longues brodée Valentino arrivant au genou. Une pièce dotée de détails bordeaux et gris pareils à des plumes qui mettaient en valeur la fleur

violine qu'elle portait en guise de bijou de tête ce jour-là. Clotilde Courau (ex-princesse de Savoie) Parmi les autres personnalités proches de Valentino Garavani de son vivant, il y avait évidemment Clotilde Courau, ex-princesse de Savoie. Dès son mariage avec le prince Emmanuel Philibert de Savoie, le créateur italien en fait l'une de ses muses, l'habillant aussi bien pour des soirées à thème que lors de sa venue à ses défilés. Enfilant tantôt une robe de vestale écrue brodée de fleurs 3D, tantôt une blouse en dentelle rentrée dans un pantalon de costume noir, Clotilde Courau est restée avant comme après son divorce, une femme Valentino au chic polyvalent. Un héritage transmis de mère en fille puisqu'elle signait une apparition remarquée avec sa fille Vittoria de Savoie au photocall du défilé Haute Couture automne-hiver 2024-2025 de la marque.

## Annaba / Culture : Hommage à l'artiste Beggar Hadda dans l'émission « Waqafates »

S.F

Hier les auditeurs et téléspectateurs ont été invités à suivre une émission spéciale en hommage à l'artiste Beggar Hadda, diffusée dans le cadre du programme « Waqafates », animée par Mohcen Ghraibia. Cette édition a été entièrement consacrée à la célébration de la mémoire et de l'héritage de l'une des figures emblématiques de la scène artistique algérienne.

Au cours de l'émission, plusieurs aspects de la carrière de Beggar Hadda ont été explorés, allant de ses premiers pas dans le monde artistique

jusqu'à son rôle majeur dans le développement de la musique traditionnelle et populaire en Algérie. Des extraits de ses œuvres les plus célèbres ont été diffusés, permettant au public de revivre les moments forts de sa carrière et d'apprécier son style unique, sa créativité et sa contribution à la culture nationale.

L'animateur Mohcen Ghraibia a également consacré des segments à des témoignages et anecdotes provenant de proches et de collaborateurs de l'artiste, offrant ainsi un regard intime sur sa personnalité, son engagement artistique et son influence sur la nouvelle

génération d'artistes. Cette démarche a permis de montrer que Beggar Hadda ne se limite pas à ses œuvres musicales, mais représente également un symbole de patrimoine culturel et artistique vivant.

L'émission a été conçue dans une perspective de préservation de la mémoire culturelle, soulignant l'importance de valoriser et de transmettre aux jeunes générations le travail des artistes qui ont marqué l'histoire de l'Algérie. Les téléspectateurs ont ainsi été invités à réfléchir sur la richesse du patrimoine artistique national et sur la nécessité de soutenir la scène culturelle



locale.

En conclusion, cette édition spéciale de « Waqafates » a permis de rendre un hommage digne et complet à Beggar

Hadda, rappelant son rôle central dans la promotion de la musique algérienne et dans la consolidation de l'identité culturelle du pays.

## Frites-Omelette : Le petit plat roi des tables algériennes

Sara Boueche

La cuisine populaire a ses héros discrets. En Algérie, l'omelette accompagnée de frites, simple alliance d'œufs battus et de pommes de terre dorées, occupe, sans ostentation, une place quasi institutionnelle. Qu'il s'agisse d'un dîner improvisé après l'école, d'un déjeuner familial de semaine ou d'une collation partagée tard le soir, ce duo humble et généreux traverse les âges, les quartiers et les classes sociales avec une étonnante égalité de faveurs.

Dans beaucoup de maisons, la fameuse omelette-frites n'est pas vraiment un repas, c'est une situation sociale. Elle arrive souvent sans prévenir, fin de mois, retour tardif, fatigue générale, frigo à moitié vide mais dignité intacte. On sort les œufs, on épluche les pommes de terre, et soudain la

cuisine se transforme en lieu de rassemblement. Les enfants rôdent, les adultes commentent, chacun réclame la sienne bien cuite ou avec plus de frites.

Ce qui amuse, c'est que ce plat simple se permet toutes les classes sociales. On la retrouve dans l'appartement modeste comme dans la villa confortable. Même odeur, même impatience, même bataille pour la dernière frite. L'omelette-frites ne discrimine pas, elle met tout le monde au même niveau de faim et de plaisir. C'est peut-être là son génie social : pendant quelques minutes, la carte d'identité la plus importante devient l'assiette.

Côté mémoire, elle joue aussi un rôle sérieux. Pour beaucoup d'algériens, les frites-omelette, c'est l'enfance. Le goûter improvisé, le dîner après l'école, la mère qui crie : "c'est prêt" pendant que l'huile chante

dans la poêle. On ne se souvient pas seulement du goût, mais du bruit, de l'odeur, de l'ambiance. Un plat qui ne nourrit pas que l'estomac, mais aussi la nostalgie.

Et puis il y a la créativité populaire. À la base, ce sont des œufs et des pommes de terre. Mais en Algérie, rien ne reste jamais basique longtemps ; oignons, tomate, fromage, harissa, persil, restes de viande... Chaque maison a sa version officielle, défendue comme une constitution familiale. Certains la mangent à l'assiette, d'autres la glissent dans du pain pour en faire un sandwich qui accompagne les sorties, les pauses et les petites faims.

L'omelette-frites raconte aussi quelque chose de plus sérieux ; la capacité des familles à faire beaucoup avec peu. Quand l'économie serre, quand les



menus deviennent prudents, ce plat reste fidèle au poste. Il rassure, il cale, il réunit. Ce n'est pas un luxe, mais c'est une sécurité. Une preuve que la cuisine quotidienne est aussi une forme de résistance tranquille. Finalement, l'incontournable omelette-frites n'a rien d'un chef-d'œuvre gastronomique, mais elle est un chef-d'œuvre social. Elle ne cherche pas à

impressionner, seulement à rassembler. Elle s'invite sans protocole, met tout le monde d'accord, et repart en laissant des assiettes vides et des discussions pleines.

En Algérie, on peut changer de mode, d'époque ou d'humeur, mais une chose reste stable : quand les frites rencontrent l'omelette, le pays entier se met, discrètement, à table.

## Météo : Pluies orageuses sur plusieurs wilayas du pays

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées de rafales de vent, affecteront, jeudi, plusieurs wilayas du pays, indique, mercredi, un bulletin

météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de météorologie.

De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Tlemcen, Mostaganem, Chlef, Tipaza, Alger, Boumerdès, Tizi-

Ouzou, Bouira, Médéa, Blida, Ain Defla, Tissemsilt, Mascara, Relizane, Nord de Tiaret et Saida, avec des quantités de pluies estimées entre 20 et 40 mm, et ce, demain jeudi à partir de 1h00 jusqu'à 15h00.

